

Le **MAG** du Printemps de l'économie

SONDAGE

Les Français face
aux risques de conflits



GRAND ENTRETIEN

HUBERT VÉDRINE

« Les Européens
se croient chez les
Bisounours, alors
qu'ils sont dans
Jurassic Park »

Guerres & paix

Éclairages
sur un monde
qui bascule



Avec : Jézabel Couppey-Soubeyran, Pierre-Cyrille Hautcœur, Christian Saint-Étienne, Agnès Bénassy-Quéré, Julien Pillot, Pierre-Noël Giraud, Henri Verdier, Michel Fouquin, Patrick Artus, Olivier Pastré, Stéphane Sirot, Odile Chagny, Isabelle Laudier, Nathalie Lhayani, Anne-Célia Disdier, Fanny Henriet, Sylvie Matelly, Rodolphe Desbordes, Frédéric Munier, Fanny Coulomb.

LYCEE TURGOT

Des formations d'excellence
Un établissement d'ascension sociale

11^{ème} sur 100

dans le classement 2019 du
« Parisien » sur les meilleurs
lycées parisiens, publics / privés, et

3^{ème} lycée public

Promotion de seconde 2016,
83% d'élèves boursiers
92% de réussite
au baccalauréat 2019



LYCÉE TURGOT
69 RUE DE TURBIGO
75003 PARIS



Jézabel Couppey-Soubeyran
Maîtresse de conférences
Université Paris-1 Panthéon Sorbonne

N'ayons pas peur des oxymores, nombreux sont les combats à mener si l'on veut la paix dans bien des domaines. Le combat contre les inégalités pour la paix sociale. Celui contre le dérèglement climatique pour la paix avec notre environnement et la planète qui nous abrite. Celui contre l'instabilité financière pour renouer les liens entre l'économie réelle et la finance. Pour ceux-là, les idées ne manquent pas, c'est bien davantage la volonté politique qui manque à l'appel des troupes.

Mais il y a aussi les combats plus incertains, ceux dont on ne sait pas toujours s'il faut et comment les mener. Il en va ainsi, par exemple, de la révolution numérique, ou encore des réseaux sociaux, Faut-il y voir, pour soi, pour la société dans son ensemble, ainsi que pour les facteurs d'intégration sociale tels que le travail, un fer de lance ou, au contraire, une machine à broyer ? Faut-il défendre le monde d'hier ou accueillir béatement celui de demain ? Comment rester sur ses gardes sans refuser le progrès ? Ces combats-là sont-ils à hauteur d'hommes et de femmes ou nous dépassent-ils ?

Et puis enfin, il y a les guerres en cours et celles qui couvent. Comme la guerre commerciale, menée à coups de droits de douane et de massue contre le multilatéralisme. Faut-il y voir une réponse aux dérives de la mondialisation, ou le signe d'un monde en repli ? Quant à celle qui couve, c'est la guerre des monnaies, plus tant celles entre monnaies souveraines, chacune s'attelant à défendre son commerce extérieur. Plus sourde, mais potentiellement plus dangereuse, est plutôt celle que pourraient subir les monnaies souveraines vis-à-vis des monnaies privées en gestation, à l'instar bien sûr des cryptomonnaies issues de l'expérience Bitcoin, mais aussi du Libra de Facebook, qui fort de son pouvoir sur nos données personnelles, pourrait bien s'arroger celui de la monnaie. L'issue, bonne ou mauvaise, de ces guerres-là est bien incertaine. •

Covid-19 des politiques économiques de rupture pour une crise particulière..... 06

Grand entretien avec Hubert Védrine 10

« Les Européens se croient chez les Bisounours, alors qu'ils sont dans Jurassic Park »

SONDAGE Les Français et les risques de conflit 14

FLASHBACK De la Guerre à la Guerre 18

Dossier Guerres & paix 20

• Guerre technologique

Entretien avec Pierre-Noël Giraud

« Nous avons aussi des stars mondiales de l'intelligence artificielle ! »..... 22

• Programme du Printemps de l'économie..... 25

• Guerre technologique

• La guerre de demain sera-t-elle cyber ?..... 30

• Des écarts technologiques croissants ? 31

• Guerre économique

Entretien avec Christian Saint-Étienne

« La guerre commerciale n'exclut pas la guerre militaire »..... 32

• L'euro peut-il disparaître ? 34

• La concurrence est-elle toujours souhaitable ? 35

• Guerre sociale

Rencontre avec Patrick Artus

« La panne de l'ascenseur social peut avoir des effets explosifs »..... 36

• Métamorphoses de la grève en France au XXI^e siècle ... 38

• Les plateformes ont-elles déclaré la guerre au salariat ? ... 39

• Guerre écologique

Entretien avec Isabelle Laudier et Nathalie Lhayani

« Nous visons la neutralité carbone de nos financements à l'horizon 2050 »..... 40

• Comment bien nourrir les hommes sans détruire la planète ? Constat et défis à venir 42

• Les économistes ont-ils des réponses face au dérèglement climatique ? 43

• Économie de la guerre

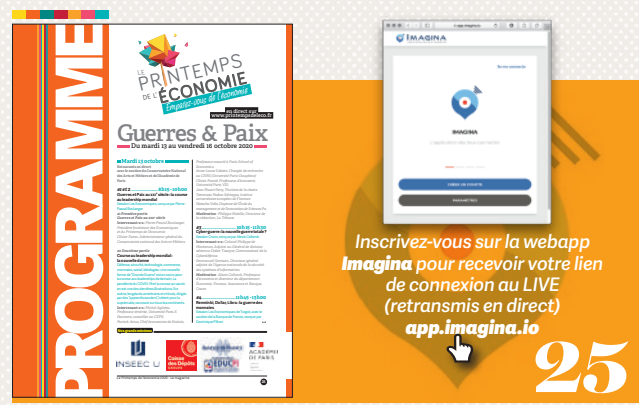
Rencontre avec Sylvie Matelly

« Aucun pays n'est totalement à l'abri d'un conflit armé »..... 44

• Les tensions géopolitiques sont-elles de nature à bouleverser l'économie mondiale 46

• La guerre est-elle une bonne affaire économique ? 47

• Pour aller plus loin 48



VOUS AVEZ LE DROIT DE VOUS SENTIR COMME UN SUPER-HÉROS



Investissement Socialement Responsable

Pour ceux qui souhaitent donner
du sens à leur épargne via l'assurance vie.

labanquepostale.fr



LA
BANQUE
POSTALE

BANQUE ET CITOYENNE

Avertissement : le contenu de cette publicité ne constitue en aucune façon un conseil en investissement. La Banque Postale ne saurait être tenue pour responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans cette publicité. Les placements en bourse sont risqués et les montants investis sur les supports en unités de compte, représentatifs d'instruments financiers éligibles au contrat, sont sujets à des fluctuations à la hausse comme à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers, d'où un risque de perte en capital. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps. Les Documents d'Information Clé (DIC) sont disponibles dans les bureaux de poste et doivent vous être préalablement remis avant toute souscription. Ils doivent faire l'objet d'une lecture attentive par le client. La Banque Postale distribue des contrats d'assurance vie de CNP Assurances, entreprise régie par le Code des assurances.

La Banque Postale - SA à Directoire et Conseil de Surveillance - Capital social 4 046 407 595 € - 115 rue de Sèvres 75275 Paris Cedex 06 - RCS Paris n° 421 100 645 - ORIAS n° 07 023 424. DOCUMENT À CARACTÈRE PUBLICITAIRE

La crise de la Covid est bien plus violente que celle des subprimes, le PIB de l'OCDE devant reculer de 8% en 2020 contre 4% en 2009. Ce qui plaide pour des réponses d'un genre nouveau. Décryptage

PAR PATRICK ARTUS ET OLIVIER PASTRÉ

Covid-19

Des politiques économiques de rupture pour une crise particulière...



Patrick
Artus

Olivier
Pastré

**L'économie
post-Covid**

LES HUIT RUPTURES QUI NOUS
FERONT SORTIR DE LA CRISE

fayard

Patrick Artus, Olivier Pastré,
L'économie post-Covid,
Fayard, 2020, 128 p.
ISBN : 9782213717616

La crise de la Covid ne ressemble en rien aux crises économiques passées dans son origine, sa gravité et la multiplication de ses conséquences pour les pays émergents, la structure sectorielle de l'économie, la gouvernance des entreprises, la géopolitique, les relations sociales, les inégalités... Elle fait apparaître une politique macroéconomique à la fois nouvelle, à base de déficits publics massifs et titrisés, et inquiétante. Elle nécessite non pas un ajustement des politiques économiques ou des remèdes miracles, mais une rupture dans les politiques économiques. À la fois en matière de protection sociale, de formation, de finances publiques, de soutien aux nouvelles technologies, de réglementation financière, de transition énergétique ou de décentralisation.

1 — Une crise très particulière dans son origine et ses conséquences

Bien sûr, l'origine de la crise de la Covid est différente: c'est un choc défavorable d'offre, avec la chute de la production due au confinement et la perte de productivité liée aux nouvelles normes sanitaires. Au contraire, la crise des subprimes en 2008-2009 était une crise de la demande, avec le recul du crédit, donc de la demande, dû à la crise financière et bancaire. Les conséquences, elles aussi sont extrêmement spécifiques. Il y a d'abord une crise profonde dans les pays émergents, touchés par les sorties de capitaux, le recul du tourisme, la baisse des prix des matières premières. Il y a ensuite, et c'est une caractéristique centrale de la crise de la Covid, une profonde déformation de la structure sectorielle de l'économie. Certains secteurs vont souffrir durablement avec les normes



Aéroport de Francfort le 7 avril 2020, des appareils Airbus A330 et A340 de la Lufthansa cloués au sol, et parkés.

Certains secteurs vont souffrir durablement avec les normes sanitaires et de nouvelles pratiques de consommation et de travail: l'automobile, le transport aérien, l'aéronautique, l'immobilier commercial, la distribution traditionnelle, le tourisme, la culture.

sanitaires et de nouvelles pratiques de consommation et de travail: l'automobile, le transport aérien, l'aéronautique, l'immobilier commercial, la distribution traditionnelle, le tourisme, la culture. Au contraire, d'autres secteurs vont avoir une activité forte, à l'image des nouvelles technologies, des télécoms, de la distribution en ligne, de la santé et de la pharmacie, de la sécurité. Cette distorsion sectorielle complique la sortie de crise, puisqu'il faudra une forte réallocation de l'emploi du premier groupe de secteurs vers le second. Ceci implique la nécessité de requalification, et une hausse du chômage structurel tant que cette réallocation n'est pas faite. On voit aussi que le modèle écono-

Il ne faut pas oublier qu'une pandémie conduit toujours à la recherche d'un bouc émissaire.

mique et social est remis en cause de manière bien plus profonde qu'en 2008-2009. La crise des subprimes avait essentiellement lancé un débat sur la régulation des banques. La crise de la Covid, elle, fait apparaître un débat très actif sur le climat, les délocalisations et la globalisation, la gouvernance des entreprises et la nature du capitalisme. Le choc lié à la crise déclenche ces débats, même si ces différentes questions ont peu de rapport, en réalité, avec la pandémie. La crise de la Covid provoque aussi des effets politiques et géopolitiques importants, par exemple une forte tension entre les États-Unis et la Chine ou le lancement d'un plan européen de relance avec des financements mutualisés. Il ne faut pas oublier qu'une pandémie conduit toujours à la recherche d'un bouc émissaire. Aux États-Unis, il s'agit de la Chine et, en Europe, du capitalisme libéral et de la globalisation. Ce qui peut laisser des traces concrètes,

Guerres & paix • Crise de la Covid



Dans un contexte où les entreprises sont en grande difficulté, où l'emploi doit bouger d'un secteur d'activité à l'autre, un vrai dialogue social est nécessaire.

tel le retour du protectionnisme, la promotion d'un « capitalisme inclusif » et des relocalisations. On sait par ailleurs que la crise de la Covid va affaiblir les entreprises. Pour résister à la chute de la production, celles-ci se sont endettées, ont reçu des aides publiques. Nombre d'entre elles vont même entrer dans la catégorie des « zombies » : des entreprises fragiles financièrement, peu dynamiques, investissant peu. Cette faiblesse des entreprises va conduire à d'autres conséquences : la multiplication des conflits entre employeurs et syndicats, pour cause de multiplication des licenciements, mais aussi des tensions entre les entreprises et l'État, avec la demande de baisses d'impôts, de réduction des réglementations. Il faut comprendre que la crise peut conduire spontanément non pas vers un capitalisme plus inclusif (qui s'occupe non seulement des actionnaires, mais aussi des salariés, de l'environnement, des sous-traitants...), mais vers un capitalisme plus dur, les entreprises voulant restaurer rapidement leur rentabilité.

Dans ce capitalisme plus dur, le partage des revenus se déforme à nouveau

au détriment des salariés, la concurrence fiscale entre les pays s'amplifie, les délocalisations vers les pays à coûts salariaux faibles s'accroissent, la transition énergétique ralentit. Enfin, il ne faut pas oublier que la crise de la Covid va accroître les inégalités, entre les salariés des secteurs touchés et les autres, entre ceux qui ont des contrats de travail temporaires et ceux qui ont des contrats à long terme. Résultat, les jeunes seront particulièrement touchés : gel des embauches, formations devenues inadaptées et bulles sur les prix des actifs. Au final, il faut attendre de la crise de la Covid un recul de la croissance potentielle, avec le recul de l'investissement des entreprises, la perte de capital humain en particulier associée à la déformation de la structure sectorielle de l'économie, avec la multiplication des entreprises « zombies », avec l'incitation aux délocalisations vers des pays à coûts salariaux faibles.

2 — Des politiques macroéconomiques inédites et dangereuses à long terme

La politique macroéconomique mise en place face à la crise de la Covid est la même dans tous les pays de l'OCDE : une hausse massive du déficit public (14 % du PIB en 2020 pour l'ensemble de l'OCDE) et une monétisation massive du déficit public par la Banque centrale qui achète des titres publics émis et paie en créant de la monnaie.

La base monétaire des pays de l'OCDE, c'est-à-dire la quantité de monnaie créée par les banques centrales devrait augmenter de 70 % en 2020, passant de 14 à... 24 trillions de dollars. La monétisation a rendu possible la mise en place de déficits publics très importants, puisque les dettes publiques émises sont vendues aux banques centrales et n'ont pas à être vendues à des investisseurs privés, ce qui ferait monter les taux d'intérêt à long terme et réduirait la demande. Mais il faut se demander ce que sera l'effet à moyen terme de cette colossale création monétaire. Depuis 30 ans, il n'y a plus de corrélation entre création

monétaire et hausse des prix des biens et services, et il ne faut donc pas attendre d'inflation au sens traditionnel. Mais il est apparu une corrélation nouvelle entre création monétaire et prix des actifs (cours boursiers, prix de l'immobilier...). La création

monétaire implique que les épargnants détiennent initialement trop de monnaie par rapport à leurs souhaits : ils essaient alors de se débarrasser de cette monnaie en achetant des obligations, des actions, de l'immobilier, et il y a donc hausse forte de prix de ces actifs, c'est-à-dire des bulles. Ces dernières sont très défavorables socialement : il s'agit d'une taxation des jeunes, qui achètent trop cher les actifs financiers qui leur permettent de se constituer une épargne, et qui

70%

C'est l'augmentation de la quantité de monnaie créée par les banques centrales 2020, passant de 14 à... 24 trillions de dollars.

payent trop cher leurs logements. Mais l'excès de création monétaire peut conduire à des conséquences plus graves que les bulles: il peut conduire à la perte de confiance dans la monnaie. Les agents économiques se débarrassent alors de cette dernière au profit d'actifs refuge: or, crypto-monnaies, immobilier, matières premières... Et ils ne veulent plus détenir les monnaies publiques.

3 — Huit politiques économiques de rupture à mener d'urgence

Il existe d'abord de fausses solutions, idéalistes ou démagogiques. Les relocalisations seront très difficiles en France, avec la combinaison de coûts salariaux élevés et de compétences faibles de la population active. La taxation des riches ou l'interdiction des dividendes est absurde, car il faut au contraire diriger un supplément d'épargne vers les fonds propres des entreprises. La hausse du Smic aurait aussi un effet désastreux sur l'emploi peu qualifié. Le second piège est de se contenter de modifier à la marge les politiques existantes, alors que l'ampleur de la crise et la multiplicité de ses conséquences, vues plus haut, imposent des politiques de rupture. On peut en dénombrer huit. La première, soutenir les catégories sociales les plus touchées (jeunes, salariés ayant des contrats courts, indépendants, petits artisans...) par la

Les relocalisations seront très difficiles en France, avec la combinaison de coûts salariaux élevés et de compétences faibles de la population active.

création d'un revenu universel ciblé, qui regrouperait toutes les aides existant aujourd'hui et qui éviterait que certains groupes ne bénéficient pas d'un filet de sécurité sociale.

La deuxième, réformer réellement les retraites pour aider les entreprises à se développer. Ces dernières vont être trop endettées, et il faut donc transformer leur endettement en fonds propres. Mais surtout, la France souffre d'une faible attractivité pour les investissements en raison de coûts de production élevés. Réduire significativement les impôts des entreprises nécessitera par ailleurs de diminuer les dépenses publiques; et le système public de retraite, qui coûte en France 14 % du PIB contre 10 % dans le reste de la zone euro, constitue un candidat légitime.

La troisième politique de rupture consiste à créer un choc de compétences pour favoriser la transformation des emplois. Mais le passage de très nombreux salariés des secteurs en difficulté vers ceux en croissance nécessite un effort massif de requalification et d'amélioration des compétences.

14%

C'est la part du PIB en France consacrée au système de retraite public, contre 10% dans le reste de la zone euro.

lification et d'amélioration des compétences est entrepris. Le redressement de la croissance potentielle nécessite une amélioration du capital humain.

Quatrième rupture, la création d'un partenariat État-Entreprises sur les technologies d'avenir. Il ne sert à rien de relocaliser le bas de gamme compte tenu du niveau élevé des coûts de production en France. La bonne stratégie est une coordination entre l'État (qui apporte des orientations stratégiques, des financements et des commandes publiques) et les entreprises.

Cinquième levier, la définition d'une autre réglementation financière: utilisation plus active des politiques macro-

prudentielles pour éviter les bulles sur les prix des actifs et surtout passage à une réglementation financière des banques et des assureurs qui soit contractuelle et non fortement procyclique comme aujourd'hui.

Sixième rupture, la mise en œuvre d'une véritable transition énergétique, dont le premier élément est la mise en place d'une prime suffisamment élevée du CO₂ en Europe associée à une taxe compensatrice aux frontières de l'Europe pour éviter la concurrence déloyale des pays où le prix du CO₂ reste bas. Septième proposition, une véritable décentralisation, associée à une répartition des compétences entre les différentes collectivités et l'État (fin de la compétence générale des collectivités locales) afin d'accroître l'efficacité de l'État, seul moyen pour réduire à moyen terme la pression fiscale. Enfin, huitième et dernière rupture, la rénovation du syndicalisme. Dans un contexte où les entreprises sont en grande difficulté, où l'emploi doit bouger d'un secteur d'activité à l'autre, un vrai dialogue social est nécessaire pour éviter les conflits inutiles, ce qui passe par un développement considérable du syndicalisme en entreprise afin de rendre les syndicats crédibles et représentatifs.



Le passage de nombreux salariés des secteurs en difficulté vers ceux en croissance nécessite un effort massif de requalification et d'amélioration des compétences.

« Les Européens se croient chez les Bisounours, alors qu'ils sont dans Jurassic Park »

Aujourd'hui consultant, l'ancien ministre des Affaires étrangères **Hubert Védrine** décrypte la montée de la Chine et des pays asiatiques. Des États qui contestent la volonté d'hyperpuissance américaine. Dans cette « mêlée mondiale », l'Europe fait figure de nain géopolitique. Entretien.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BÉCHAUX

Comment définiriez-vous, sur le plan géopolitique, le monde actuel ?

Nous sommes aujourd'hui dans une mêlée mondiale, une foire d'empoignes. Avec des puissances montantes, Chine en tête, qui remettent en cause le monde organisé par les puissances installées, en premier lieu desquelles les États-Unis. Cette tension-là se traduit par toutes sortes de disputes. Et d'autres phénomènes contribuent aussi à cette instabilité, à ces frottements. J'en citerai trois : le compte à rebours écologique, le choc démographique et une grande crise du fonctionnement de la démocratie. Dans le vieux monde occidental s'est fait jour une exigence forte, impatiente, de démocratie directe, incompatible avec les institutions représentatives.

Ce monde-là est-il plus complexe que celui né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

Certainement. Après 1945, nous avons vécu pendant près de 50 ans la longue période de la guerre froide. Les relations internationales pouvaient alors se résumer à un affrontement entre deux blocs : d'un côté, le bloc communiste, dirigé par l'URSS ; de l'autre, un monde occidental emmené par les États-Unis. Cet antagonisme a disparu non pas avec la chute du mur de Berlin en 1989, mais avec l'effondrement de l'URSS, en 1991. Depuis, nous

sommes entrés dans un monde global, dont la définition, assez mouvante, varie selon les acteurs. Les Américains ont vu dans la disparition de l'URSS leur triomphe, celui du marché et de la démocratie. Les Européens, eux, ont développé une sorte de vision idéaliste, avec l'avènement d'une soi-disant « communauté internationale ». Mais dans la réalité, le monde est aujourd'hui beaucoup plus complexe que ce que les vainqueurs imaginaient.

Dans cette mêlée mondiale, les États sont-ils les seuls acteurs ?

Absolument pas. Il y a quantité de puissances non-étatiques qui participent à la mêlée. Les premières d'entre elles, ce sont les religions et leurs multiples courants. Mais il y en a d'autres, souvent illégales. Par exemple, les trafiquants de drogue, les réseaux d'immigration dans toute l'Afrique, les mafias. Enfin, n'oublions pas les grandes entreprises globales qui ont souvent plus de pouvoir que beaucoup d'États. Sur les quelque 200 États membres de l'Organisation des Nations unies, il y en a bien 150 qui ont moins de poids que les grandes multinationales. Les guerres d'influence se jouent entre tous ces groupes, pas seulement entre États.

Cette mêlée est-elle annonciatrice de futures guerres ?

La mêlée, ce n'est pas la guerre. Quand le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, parle d'un monde « chaotique », il ne veut pas dire qu'on est au bord de la guerre. Il veut faire comprendre que le monde est instable, imprévisible. Nous, Européens, devons nous y résoudre. On est très très loin de ce qu'on avait espéré il y a près de 30 ans.

Peut-on encore parler d'hyperpuissance américaine ?

C'est un terme que j'ai employé pour la première fois dans les années 1990, sous la présidence de Bill Clinton. Je voulais alors signifier que dans l'histoire de l'humanité, il n'y avait jamais eu jusqu'alors de puissance aussi grande, aussi globale. Certes, aujourd'hui, le terme peut paraître un peu excessif parce que la Chine monte et que les Américains n'arrivent pas à imposer leurs lois et leur vision partout, notamment au Moyen-Orient. Mais les États-Unis gardent

« Les Européens, eux, ont développé une sorte de vision idéaliste, avec l'avènement d'une soi-disant « communauté internationale » ».



© François Bouchon

américains ont cherché à maintenir la prédominance des États-Unis. Barack Obama l'a fait avec davantage de raffinement que Donald Trump, qui se montre brutal et frontal. Mais au-delà du style, il y a un vrai consensus outre-Atlantique. Aucun dirigeant américain n'accepterait que les États-Unis deviennent la puissance numéro deux. C'est impensable pour eux, beaucoup trop angoissant ! Pendant longtemps, le système américain a entretenu l'idée que la Russie de Poutine constituait un grand danger. Mais cette menace a fini par apparaître comme très disproportionnée au regard de ce qu'est la Russie aujourd'hui. Donald Trump a donc juste changé de rival, en désignant la Chine comme le vrai défi. Ce qui explique le bras de fer qu'il a engagé avec les autorités chinoises.

« Les dépenses militaires américaines représentent quasiment autant que celles de tous les autres pays de la planète réunis ! ».

aujourd'hui un pouvoir considérable, ils restent une hyperpuissance dans bien des domaines. Sur le plan monétaire, d'abord, avec le dollar qui demeure la devise internationale de référence, loin devant l'euro. En matière de sanctions, ensuite. Les États-Unis adoptent des lois qui les autorisent à pénaliser les entreprises du monde entier, pour peu qu'elles commercent en dollars ou utilisent des logiciels ou des serveurs informatiques américains. Sur le plan de l'armement, enfin. Aujourd'hui encore, les dépenses militaires américaines représentent quasiment autant que celles de tous les autres pays de la planète réunis !

Donald Trump diffère-t-il de ses prédécesseurs dans cette volonté d'hyperpuissance ?

Sur le plan intérieur, la politique de Donald Trump diverge de celle de ses prédécesseurs. Mais sur le plan extérieur, pas du tout. Depuis la fin de l'URSS, tous les présidents

La Chine est-elle la seule vraie puissance montante ?

Non, des pays émergents, qui contestent la façon dont les Occidentaux ont organisé le monde, il y en a potentiellement 50. Autrefois, on les appelait des pays en voie de développement, ce qui était un terme inapproprié puisqu'ils ne se développaient pas tellement. Mais aujourd'hui, ces puissances montantes portent bien leur nom. Les pionniers, ce sont Singapour, Hong Kong et la Corée du Sud. Mais il y en a aujourd'hui des dizaines d'autres, notamment l'Inde, l'Indonésie et quasiment tous les pays d'Asie du Sud-Est.

Mais seule la Chine fait peur...

Parce que sa taille en fait un mastodonte. Son but proclamé, c'est de devenir la puissance numéro un pour le centenaire du Parti communiste chinois, en 2049. La Chine veut laver les humiliations des deux derniers siècles, revenir au premier plan. Mais son objectif n'est pas d'affronter les Américains. Ce qui ne veut pas dire qu'on peut totalement exclure une confrontation directe, sur une aire géographique limitée. À propos de Taïwan, notamment, ou sur la question de la libre circulation dans les mers de Chine.

...

L'UNION EUROPÉENNE EN QUESTION**« Parmi les Européens, quasiment plus personne ne milite pour la création des États-Unis d'Europe »****L'Union européenne a-t-elle vocation à s'ouvrir à de nouveaux pays ?**

Tout le monde s'accorde à dire que le processus d'élargissement est quasiment terminé. À deux ou trois pays près, parmi lesquels ne figure pas la Turquie. C'est une illusion complète de croire que celle-ci pourra adhérer un jour à l'UE car il faudrait pour cela que tous les États membres ratifient cette adhésion. Ce qui n'arrivera jamais.

L'intégration européenne va-t-elle se poursuivre ?

Parmi les Européens, quasiment plus personne ne milite pour la création des États-Unis d'Europe. Aujourd'hui, les électeurs se divisent en trois ensembles. À un bout du spectre, les pro-européens classiques, qui poussent à davantage d'intégration ; à l'autre bout, de vrais anti-européens, souverainistes, qu'on rencontre surtout à l'extrême gauche et à l'extrême droite ; et au milieu des gens qui sont soit déçus de la construction européenne et des promesses non tenues, soit allergiques à l'excès de réglementation bruxelloise, soit en attente de plus de démocratie locale. Mon pronostic, c'est qu'il n'y a plus d'élan pour davantage d'intégration. Il faut abandonner l'idée que l'UE se transformera un jour en une fédération européenne, avec des commissaires ayant les compétences de ministres.

Faut-il le regretter ?

Si on parvenait à une intégration complète au sein de l'UE, on voterait les décisions à la majorité, sans veto sur aucun sujet. Pour nous Français, cela aboutirait à la fin de notre politique étrangère, à la remise en cause de notre modèle social – qui est un repoussoir pour tous les autres États membres –, à la disparition de notre politique culturelle et à une catastrophe sur le plan linguistique. Dans ces conditions, je ne suis pas certain que les Français aient des raisons de le regretter !

Que peut-on alors attendre de l'UE ?

Désormais, les institutions ne changeront plus beaucoup. Mais le contenu des politiques, lui, peut changer. La nouvelle présidente de la commission, Ursula von der Leyen, veut mettre l'accent sur les questions écologiques. Il est tout à fait possible que, aiguillonnée par l'UE, l'écologisation s'intensifie, à tous les niveaux. •

... La rivalité entre les États-Unis va-t-elle structurer les relations internationales pour des dizaines d'années ?

Cette rivalité ne couvre pas tous les pays du monde. Elle n'a pas d'impact, par exemple, dans les relations au Moyen-Orient ou entre les pays d'Amérique latine. Mais, il est vrai que cet antagonisme stratégique est profond, viscéral et durable. On n'en a pas fini avec ce bras de fer, même s'il peut y avoir des armistices en matière commerciale, comme on l'a vu très récemment.

La Chine peut-elle devenir la première puissance technologique mondiale ?

Je ne vois pas de raisons à ce que les Chinois puissent faire des bonds technologiques que les Américains ne soient pas capables d'effectuer. Dans le système américain, il y a des dimensions de liberté entrepreneuriale qui s'avèrent très motivantes. Technologiquement, la Chine peut sans doute faire jeu égal avec les États-Unis, pas les surpasser.

Le dérèglement climatique peut-il modifier les équilibres sur la scène internationale ?

La question de la vie sur la planète se pose avec de plus en plus d'acuité. Le sujet ne concerne pas seulement le réchauffement climatique mais aussi la biodiversité, les déchets, l'artificialisation des sols, la constitution de mégapoles monstrueuses. Cela devient tellement grave, tellement visible que tous ceux qui s'en fichaient totalement,

ou qui niaient ces phénomènes, vont être obligés de s'en préoccuper. On est entré bon gré mal gré dans cette phase de prise de conscience planétaire. Et dans les toute prochaines années, on assistera à une écologisation des transports, de l'industrie, de la finance, de la construction. Ce qui va changer le cadre géopolitique. De la même façon qu'on parle aujourd'hui de pays voyous qui ne respectent pas les droits de l'homme, on parlera demain de pays voyous qui mettent en danger la planète.

« De la même façon qu'on parle aujourd'hui de pays voyous qui ne respectent pas les droits de l'homme, on parlera demain de pays voyous qui mettent en danger la planète. »

Dans ce monde si chahuté, quel rôle peut jouer l'Europe ?

L'Europe, on ne sait pas très bien ce que ça désigne. Veut-on parler des institutions de l'Union européenne, c'est-à-dire du Parlement, de la Commission, du Conseil, de la Cour de Justice ? Dans ce cas, on ne peut pas en parler comme d'un tout homogène car ces instances sont souvent en tension entre elles. Ou veut-on parler des pays ? Depuis le Brexit, il y

Alternatives Economiques

L'autre regard sur l'économie et la société

en a 27, avec autant de gouvernements qui sont souvent des coalitions... Ou, enfin, veut-on parler des peuples? Moi, dans mes déclarations et mes écrits, je privilégie le terme des « Européens ».

Alors, ces Européens, que pèsent-ils dans les relations internationales?

Après la Seconde Guerre mondiale, les Européens ont cru qu'ils pouvaient se préoccuper uniquement de leur développement, de leur commerce, du Marché commun. Parce qu'ils étaient protégés militairement par l'Alliance atlantique. Aujourd'hui encore, ils restent attachés à ce rêve, alors même que le rôle et la place de l'Otan sont moins clairs. En conséquence, les Européens ont du mal à comprendre la dureté du monde. Ils se croient chez les Bisounours alors qu'ils sont dans Jurassic Park. Il y a donc nécessité d'une prise de conscience que cette vision géopolitique est naïve et erronée.

L'Europe est donc condamnée à rester un nain sur le plan géopolitique?

Tous ceux qui croient qu'en poussant l'intégration, l'avènement d'un système fédéral gouverné par Bruxelles, on va faire de l'Europe une puissance géopolitique font un contresens absolu. Jamais les pères fondateurs ne l'ont voulu, ils souhaitaient faire une Europe économique puissante, sous la protection américaine! Le fait que l'Europe devienne, ou non, une puissance ne dépend pas du degré d'intégration des peuples européens dans un système politique. C'est une question de mental. Depuis 1945, les Européens ont renoncé à devenir une puissance, ils considèrent que cela les renverrait au passé. Ils ont cru aux Nations unies, à la communauté internationale, à des valeurs universelles. Aujourd'hui, ils ont peur d'être obligés de se comporter en puissance, ils ne voient pas le lien entre leur mode de vie – qui est quand même ce qu'on a inventé de mieux dans l'histoire de l'humanité! – et la notion de puissance.

Cela peut-il changer?

On n'en voit pas les prémices. Même avec les provocations de Donald Trump, on ne sent pas un gros élan en Europe pour dire qu'il faut qu'on se comporte en puissance. Résultat, les Européens sont dépendants de la puissance américaine, mais pas seulement. Ils sont aussi impuissants face aux Russes, aux Chinois, aux Gafam (les multinationales américaines du numérique, N.D.L.R.), aux passeurs de l'immigration clandestine, aux oukases diplomatiques des Turcs, des Israéliens, des Saoudiens. Bref, les Européens sont dépendants de tous les autres. •



A retrouver chaque mois
chez votre marchand
de journaux

Alternatives
Economiques

Les Français face aux risques de conflits

Climat, chômage, mondialisation, Europe... Sur tous les grands sujets, les Français craignent l'avenir. Sur aucun des grands enjeux, ils se montrent plus sereins qu'inquiets. Résultats et analyse de notre grand sondage exclusif.

PIERRE-PASCAL BOULANGER

LES PERSONNAGES SYMBOLISANT LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Quel personnage symbolise pour vous la guerre économique ?



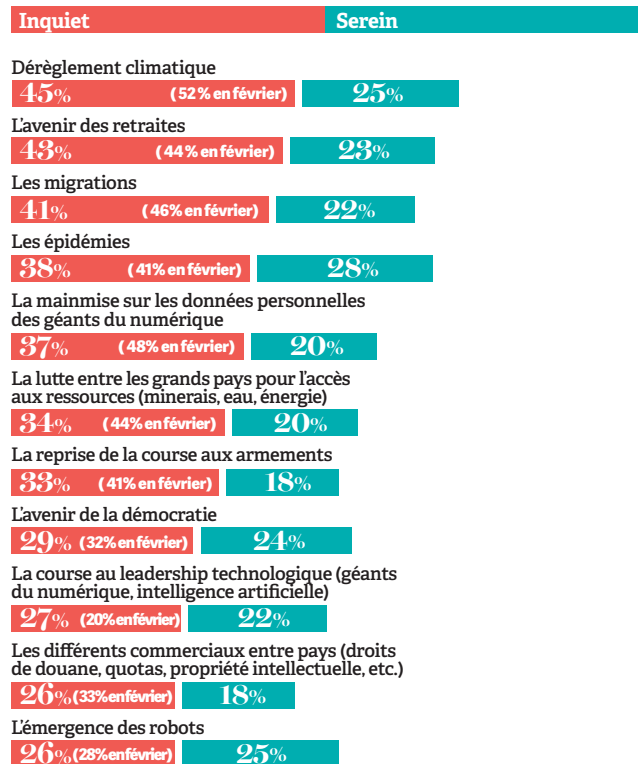
Les Français, en février 2020, avaient pleinement conscience que les États-Unis et la Chine se livraient une guerre sans merci. 57 % d'entre eux pensaient que les deux puissances étaient en guerre. (47 % que le monde l'était de manière générale, 46 % pour les États-Unis et l'Union Européenne, 43 % pour la Chine et l'Union européenne). Si à leurs yeux, la plupart des espaces géopolitiques sont en rivalité sur le plan économique, seules l'Europe et la France apparaissent comme relativement épargnées. Sans doute parce que, même si sur la question européenne les avis sont très partagés, 50 % d'entre eux pensent que l'appartenance de la France à l'Union européenne renforce la protection des Français, et 52 % qu'elle apaise les tensions sociales (respectivement 47 % et 45 % pensant le contraire).

Pas étonnant donc que, quand on leur demande, sans leur citer de noms, quel personnage vivant symbolise la guerre économique, le président américain arrive en tête (29 %) très loin devant.

Face à lui, Emmanuel Macron (3 %), Vladimir Poutine et Xi Jinping (1 % chacun soit 29 fois moins que Trump) ne font pas le poids... Le grand méchant, c'est Donald Trump !

L'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT D'ESPRIT SUR LES GRANDS SUJETS (entre février et septembre 2020)

Lorsque vous pensez à chacun des sujets suivants, comment qualifieriez vous votre état d'esprit ?



Si le réchauffement climatique reste en tête des sujets de préoccupations des Français, on note sur l'ensemble des grands enjeux un tassement de la part des inquiets. Par contre, le développement de la pandémie de la COVID-19 et ses conséquences en termes d'insécurité économique pour l'avenir ont bouleversé la hiérarchie des sujets d'inquiétude : les épidémies passent du 7^e au 4^e rang (malgré là aussi une légère baisse de la part des inquiets), et l'avenir des retraites du 5^e au 2^e rang. La mainmise des GAFAM sur les données personnelles, la lutte pour l'accès aux ressources sont relégués en seconde zone, tout comme les différends commerciaux, la course au leadership technologique, la reprise de la course aux armements. Les Français se sont recentrés sur les menaces pesant directement sur eux, car proches d'eux. ...

Méthodologie : échantillon de 1032 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle, de taille de commune et de région de résidence, secteur d'activité, taille d'entreprise. Interviews réalisées le 19-20/02/2020 et 23-24/09/2020.

À VOUS LES MANETTES DE L'ÉCONOMIE !

JEUX, MANIPULATIONS, VIDÉOS, EXPÉRIENCES
LUDIQUES ET INTERACTIVES DÉVOILENT
L'ÉCONOMIE AVEC HUMOUR ET PÉDAGOGIE.

    YouTube @citedeleconomie citeco.fr



1, place du Général Catroux - Paris 17
 Malesherbes / Villiers / Monceau



Le blog de l'Insee

*Pour décrypter
les chiffres
de l'actualité
économique
et sociale*

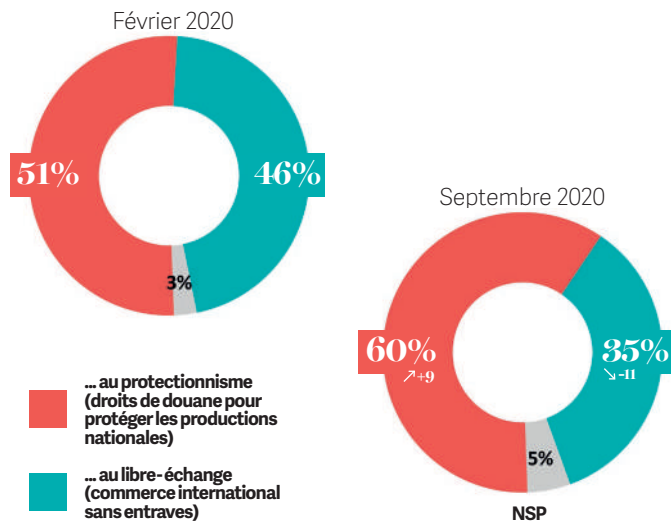
blog.insee.fr

Guerres & paix • Sondage

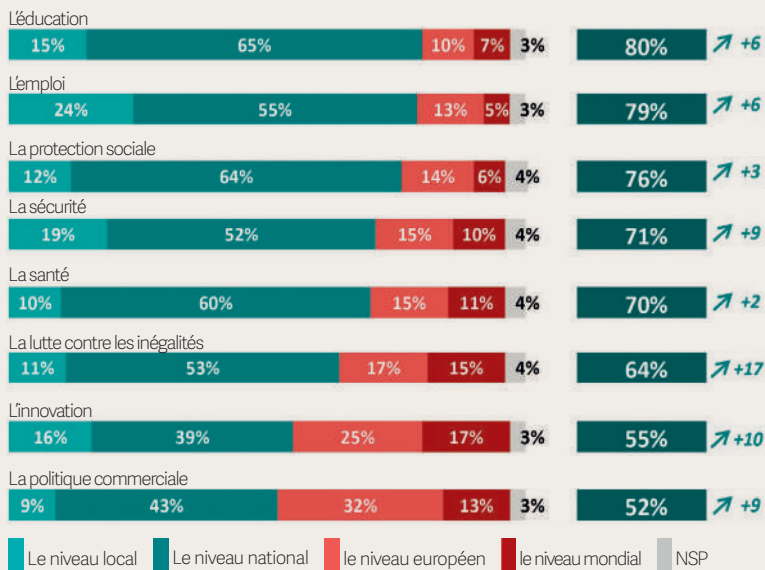
“opinionway” Sondage OpinionWay pour Le Printemps de l'économie et l'Insee U.

... LA PRÉFÉRENCE ENTRE LIBRE-ÉCHANGE ET PROTECTIONNISME Personnellement, vous êtes plutôt favorable...

Protectionnisme ou libre-échange ? Alors que les Français se partageaient en deux blocs quasi-égaux en février, ils sont devenus majoritairement favorables au protectionnisme. La chute des partisans du libre-échange est vertigineuse, même chez les 18-24ans, connus pour lui être généralement plus favorables. Ils n'en sont plus partisans qu'à 49% (contre 60 % en février), 44% se déclarant désormais en faveur du protectionnisme. Les 50-64 ans le préfèrent de loin (67% contre 59 % en février). Un moyen, selon eux, de « protéger et développer les entreprises nationales » et de « relocaliser les productions ». La COVID-19 est passée par là...



POUR CHACUN DES DOMAINES D'ACTION SUIVANTS, QUEL EST SELON VOUS LE NIVEAU D'ACTION LE PLUS EFFICACE POUR AMÉLIORER LES CHOSSES ?

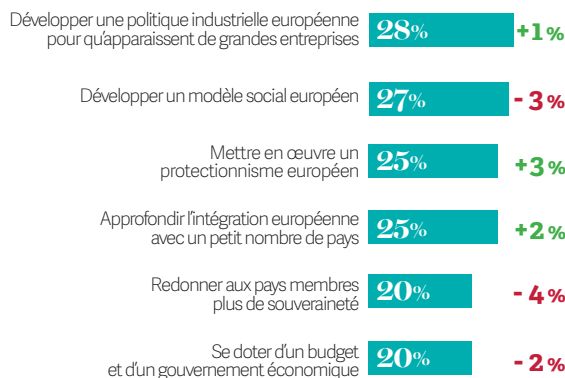


Quelque soit le domaine d'action, le niveau local ou national apparaît aux yeux d'une majorité de français comme étant le plus efficace pour améliorer les choses, plus encore et dans plus de domaines en septembre qu'en février dernier. Un bond spectaculaire pour la lutte contre les inégalités, la sécurité ou la politique commerciale. L'Union européenne n'apparaît jamais comme pouvant être le bon niveau décisionnel, à une exception près : la lutte contre l'instabilité financière (37% contre 26 en février pour l'UE, 36% contre 33 pour le niveau national, le niveau mondial s'effondrant de 35 à 22%). À noter quand même qu'en ce qui concerne la santé, l'UE apparaît comme pouvant être efficace pour 15% d'entre eux, contre 10 en février dernier.

LES PRIORITÉS DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE

Que devrait faire prioritairement l'Union européenne dans les dix ans à venir ?

Depuis la COVID-19, développer une politique industrielle européenne devient la priorité, dépassant de justesse la construction d'un modèle social européen. La volonté d'un protectionnisme européen (3^e priorité) progresse, ainsi que celle d'une plus grande intégration à quelques pays plutôt qu'à 27 de l'Union, au détriment d'un désir de plus de souveraineté redonnés aux Etats.



Retrouvez tous les résultats du sondage exclusif sur le site internet du Printemps de l'économie
www.printempsdeleco.fr

* Gafam : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft

Challenge^s



L'économie de demain est l'affaire de tous



**APPLE PAY,
MAINTENANT
DISPONIBLE
AU CRÉDIT AGRICOLE.**

SIMPLE, RAPIDE, SÉCURISÉ.



Offre soumise à conditions et à adhésion spécifique. Renseignez-vous auprès de votre conseiller. Apple Pay est une marque déposée et un service proposé par Apple Inc. Crédit Agricole S.A., agréé en tant qu'établissement de crédit - Siège social : 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex - Capital social : 8 654 066 136 € - 784 608 416 RCS Nanterre. Photographie : Romin Favre.



Éclairage historique

Pierre-Cyrille Hautcœur,
directeur d'études à l'Ecole
des hautes études en
sciences sociales (EHESS)



De la Guerre à la Guerre : économie et impérialisme de 1914 à 1939

En 1916, Lénine écrit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans lequel il rend le capitalisme monopolistique colonialiste responsable de la guerre. De fait, dans les années qui précèdent la Grande Guerre, la rivalité pour la colonisation des derniers territoires (notamment africains) qui ne font pas encore partie de l'un des empires européens contribue bien à la montée des nationalismes et à la course aux armements. Pourtant, **les motifs économiques n'en sont pas déterminants**. Que ce soit à Fachoda ou au Maroc, les lobbies coloniaux sont moins importants que les orgueils nationalistes dans des affrontements qui sont réglés par voie diplomatique. Certes, le gouvernement allemand espère quelques facilités d'approvisionnement en matières premières des conquêtes coloniales, mais c'est le Kaiser qui les impose, d'abord par souci de prestige. Le gouvernement allemand sait aussi qu'en cas de guerre ses approvisionnements seront menacés par la marine britannique, dont le contrôle des mers reste inégalable. De fait, l'Amirauté britannique prévoit de pouvoir imposer un blocus qui réduise l'Allemagne à merci. En revanche, en temps de paix, la Grande-Bretagne ne tente pas d'établir d'exclusivité commerciale dans ses colonies, assurée qu'elle est d'en garder le contrôle politique et militaire. La rivalité coloniale qui restait au cœur des nationalismes d'avant-guerre est profondément affectée par la Grande Guerre. L'impérialisme

allemand modifie ses objectifs sous l'effet notamment des pénuries qui résultent du blocus britannique et de l'incapacité des sous-marins allemands à le briser. Si établir un empire extra-européen est trop risqué en cas de conflit, faute de contrôle des mers, la solution durable et susceptible d'éviter le conflit avec la Grande-Bretagne et les États-Unis est un empire centre européen, qui assurerait l'approvisionnement en matières premières minérales comme agricoles. **Ce qui deviendra la politique explicite du Troisième Reich est ainsi conçu dans certains cercles militaires dès la Grande Guerre**. Durant tout l'entre-deux-guerres, la France – plus affaiblie encore que l'Allemagne par la guerre et qui ne peut plus compter sur l'allié russe face à elle – tente de s'opposer à une mainmise économique allemande sur l'Europe centrale. Le risque d'une telle mainmise est de fait accru par le morcellement de cet espace, résultat de la politique des nationalités imposée par le président américain Wilson et qui a conduit au démantèlement des grands empires austro-hongrois et ottoman. Les efforts de la gauche française et des libéraux démocrates allemands pour construire une solution d'équilibre européen et de coopération économique semblent brièvement pouvoir l'emporter sous l'impulsion de Gustav Stresemann et d'Aristide Briand avant la grande dépression des années 1930. Mais **dès les années 1920, les entreprises allemandes empruntent massivement aux États-Unis pour reconstruire leur influence européenne**. Pour protéger ces crédits, les États-Unis imposent le plan Dawes au détriment des Réparations. Lorsque, en 1931, le remboursement de ces dettes et des Réparations apparaît clairement comme impossible,

Durant tout l'entre-deux-guerres, la France tente de s'opposer à une mainmise économique allemande sur l'Europe centrale.

créanciers étrangers et riches Allemands inquiets retirent leurs capitaux et une crise financière aiguë frappe l'Allemagne. La vague de faillites et la montée en flèche du chômage qui en résultent contribuent d'autant plus à l'arrivée au pouvoir d'Hitler que le discours de celui-ci s'ancre dans un antisémitisme hostile au monde de la finance, d'ailleurs soupçonné de s'opposer au projet de grande Allemagne. Preuve du caractère central de cette politique, **l'Allemagne des années 1930, après avoir établi un contrôle des changes strict et fait défaut sur sa dette extérieure, construit un quasi-empire économique en Europe centrale par des accords de troc où elle profite de sa position dominante.** Avant même les chars de la Wehrmacht, c'est donc la crise mondiale et l'économie qui permettent la conquête de l'« espace vital ». C'est aussi la passivité des deux autres grands pouvoirs européens : la Grande-Bretagne privilégie le « grand large » et s'appuie sur les échanges extra-européens relancés par la dévaluation

Avant même les chars de la Wehrmacht, c'est la crise mondiale et l'économie qui permettent la conquête de l'« espace vital »

de la livre (septembre 1931) pour retrouver une certaine prospérité, mais en abandonnant ses soucis d'équilibre européen. Peut-être parce qu'elle est consciente de ne pouvoir vraiment s'opposer à l'expansion économique centre européenne de l'Allemagne, la France se réfugie alors dans le mythe d'un Empire qui lui assurerait approvisionnement en matières premières, débouchés industriels réservés et main-d'œuvre (y compris soldats éventuellement).

En 1931 a lieu à Paris une immense Exposition coloniale qui témoigne de ce repli. Dans les années suivantes, le protectionnisme impérial accompagne le recul de l'économie française, recul que les dirigeants croient masquer par la stabilité monétaire alors que la défense du franc épuise tout espoir de reprise économique jusqu'en 1936. **Après l'éphémère Troisième Reich, les empires coloniaux britannique et français s'effondreront et c'est la coopération européenne qui permettra de reconstruire dans la paix les économies du continent.** Puissent, malgré le Brexit, les aspirations impérialistes continuer de l'épargner en maintenant en Europe et dans le monde un équilibre raisonné des puissances. •

Pour l'Éco

Le Mag • Les Hors-séries • Pourleco.com



Le Magazine

Un éclairage pour décrypter l'économie de façon simple et concrète en résonance avec l'actualité.



Les Hors-séries

Une immersion en profondeur dans les enjeux économiques et sociétaux.



Pourleco.com

Une solution pédagogique multimédia pour décoder la planète économique.

Retrouvez-nous sur
boutique.pourleco.com

et chez votre marchand de journaux ou sur



Guerres & paix

Sur la planète, les conflits ne sont pas seulement militaires. Ils peuvent aussi être économiques, technologiques, sociaux ou écologiques. Et les protagonistes ne se recrutent pas seulement parmi les États. Les entreprises, aussi, se font la guerre.

DOSSIER COORDONNÉ PAR STÉPHANE BÉCHAUX

—“**Ils disent**”—

“ Pour porter des innovations de rupture, qui nécessitent énormément d'argent en recherche, le secteur militaire s'avère performant.

Sylvie Matelly

P.40

“ Les investisseurs peuvent refuser de financer les entreprises dont l'activité contribue significativement au réchauffement climatique.

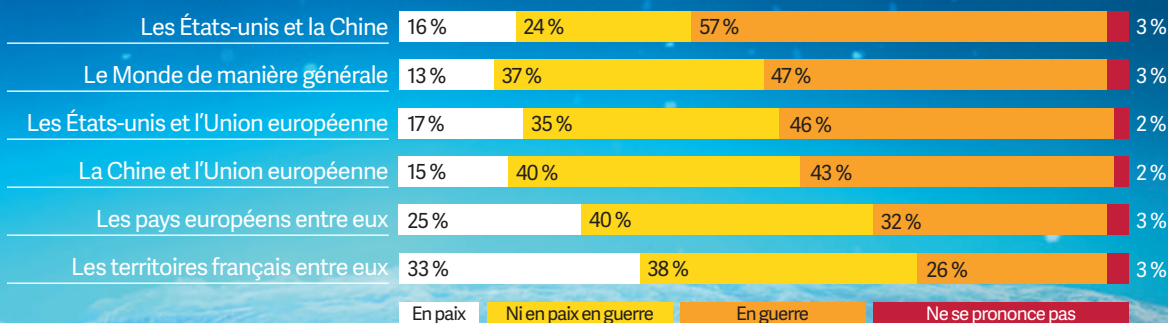
Isabelle Laudier et Nathalie Lhayani

P.40

Le niveau de conflit dans les espaces géopolitiques

Au plan économique, diriez-vous que les espaces géopolitiques suivants sont plutôt en paix ou en guerre ?

Les Français ont pleinement conscience que les États-Unis et la Chine se livrent une guerre commerciale sans merci. Mais à leurs yeux, la plupart des espaces géopolitiques sont en rivalité sur le plan économique. Seules l'Europe et la France apparaissent comme relativement épargnées.



Sondage OpinionWay pour le Printemps de l'économie et l'INSEE U - mars 2020

La disparition des emplois intermédiaires est dramatique car elle rend impossible la promotion sociale.

Patrick Artus

P.36

La survie technologique de l'Europe, et donc de la France, passe par l'excellence de son système de formation.

Pierre-Noël Giraud

P.22

Le combat économique entre les États-Unis et la Chine va structurer l'histoire mondiale pendant les 30 prochaines années.

Christian Saint-Étienne

P.32

« Nous avons aussi des stars mondiales de l'intelligence artificielle ! »

L'économiste **Pierre-Noël Giraud** enseigne à l'École des mines de Paris et à l'université Paris-Dauphine. Il assure, l'Europe peut rester une puissance technologique forte, pour peu qu'elle sache défendre ses intérêts face aux États-Unis et à la Chine. Entretien.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BÉCHAUX

En matière d'innovations technologiques, peut-on dire qu'il y a deux géants, la Chine et les États-Unis, qui écrasent tout ?

C'est très clairement la direction que l'on prend. Ces deux pays ont la même ambition, celle d'avoir un système technologique totalement autonome dans tous les secteurs d'activité. La Chine et les États-Unis veulent ne dépendre de personne dans les domaines de l'industrie civile et militaire, des télécommunications, du numérique, des services. Les Américains sont déjà largement dans cette situation et les Chinois rattrapent très vite leur retard. D'une certaine façon, Donald Trump les encourage même à accélérer encore. En bannissant Huawei du territoire

américain, le président des États-Unis oblige la Chine à avancer seule.

Dans cette guerre technologique, l'Europe a-t-elle encore son mot à dire ?

Sur le plan de la production des biens et des services, l'Europe est distancée, c'est clairement le numéro trois. Mais sur le plan de la recherche et développement, nous avons encore de vrais atouts à faire valoir car nous avons des équipes de très haut niveau. En France, par exemple, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) n'a rien à envier aux plus grandes universités américaines. Nous avons nous aussi des stars mondiales de l'intelligence artificielle !

Mais les Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft – ceux qu'on appelle les Gafam – sont tous américains, pas français ni européens...

C'est exact. Et face à ces Gafam, vous avez aussi des géants chinois du web, qu'on appelle les BATX : Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi. Aujourd'hui, il est extrêmement peu probable que l'Europe soit capable de faire émerger ses propres multinationales, capables de rivaliser

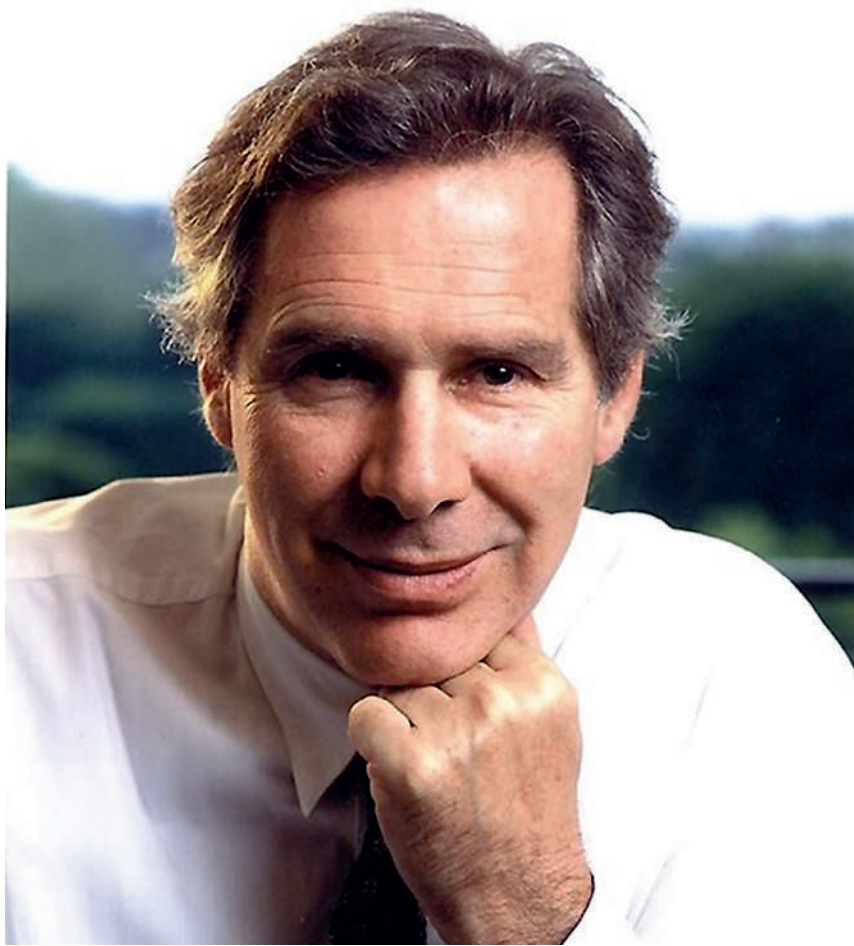
avec ces mastodontes. On a perdu ce combat, mais pas encore la guerre car l'Europe et la France produisent toujours en nombre des « jeunes pousses » et des « licornes ». De plus, la nationalité d'une entreprise, c'est une chose. La localisation de ses centres de recherche et développement, de ses équipes commerciales, techniques, marketing en est une autre. On ne peut pas empêcher Google d'être américain. Mais on peut faire en sorte que ses employés ne travaillent pas tous en Californie, dans la Silicon Valley. Mais qu'un certain nombre d'entre eux exercent leur activité sur le Vieux continent. Collectivement, les Européens doivent donc conditionner l'ouverture de leurs marchés à l'implantation d'activités sur leur sol.

Vous préconisez donc d'instaurer une forme de protectionnisme...

Je suis résolument contre le protectionnisme à l'ancienne, qui consiste à imposer des droits de douane élevés sur les produits importés. Nos marchés doivent rester ouverts, mais nous pouvons exiger en contrepartie qu'une partie des produits et services que nous consommons soient réalisés sur place. Les Chinois ont fait cela, au début des années 2000, lorsqu'ils ont développé massivement leur secteur aérien. Ils ont alors dit aux dirigeants d'Airbus que s'ils voulaient vendre et faire voler leurs avions en Chine, ils devaient y implanter des usines d'assemblage et des centres de recherche. Quand,

Bio express

Professeur d'économie à Mines ParisTech et à l'université Paris-Dauphine, **Pierre-Noël Giraud** est membre fondateur de l'Académie des technologies. Il siège par ailleurs au conseil scientifique d'Orange. Auteur de nombreux ouvrages, il travaille actuellement à la rédaction d'un nouveau livre qui porte sur l'analyse des évolutions technologiques en termes d'usage des temps. En 2016, il a reçu le « Grand Prix Turgot pour l'ensemble de son œuvre ».



© DR

demain, les Chinois voudront faire atterrir leurs avions en Europe, il faut exiger la même chose.

Les Européens doivent-ils choisir un camp, entre les technologies américaines et chinoises ?

Il faut espérer que non ! Si les deux blocs développent des technologies incompatibles, qui ne peuvent s'interconnecter, l'Europe sera sans doute obligée de privilégier un partenaire plutôt qu'un autre. Mais cela n'est pas dans notre intérêt. Nous avons, nous, davantage à gagner dans un monde ouvert. Car nous pourrions alors tirer plus facilement notre épingle du jeu, en jouant de la concurrence entre les deux puissances technologiques. Si les produits développés par Huawei sont inutilisables en Europe, nous perdons tout argument pour exiger du fabricant chinois qu'il implante des centres de recherche chez nous (ce qu'il a déjà fait). Et, par ricochet, nous diminuons aussi nos chances de convaincre Apple de faire

appel à nos ingénieurs et scientifiques.

En quoi l'Europe est-elle attractive pour les multinationales étrangères ?

Elle a deux arguments à faire valoir. Elle dispose d'abord d'un marché intérieur très important, avec environ 450 millions de consommateurs ayant un fort pouvoir d'achat. Sa population possède ensuite un très bon niveau d'éducation. Ce second point est fondamental. Pour attirer des champions technologiques sur un territoire, il faut pouvoir leur fournir une main-d'œuvre qualifiée, avec des experts de très haut niveau. C'est la condition indispensable pour les faire venir. La force de l'Europe, et de la France, ce sont ses ressources humaines !

« Pour attirer des champions technologiques sur un territoire, il faut pouvoir leur fournir une main-d'œuvre qualifiée, avec des experts de très haut niveau. »

Cela signifie-t-il que la qualité de l'enseignement supérieur est primordiale ?

Absolument ! La survie technologique de l'Europe, et donc de la France, passe par l'excellence de son système de formation. Pourquoi les pays d'Afrique noire ne peuvent-ils pas attirer Apple ou Microsoft chez eux ? Parce qu'ils ne disposent pas d'un réservoir suffisant de main-d'œuvre très qualifiée pour intéresser de telles entreprises. Sur la planète, certains États se battent pour fabriquer des produits à faible valeur ajoutée, en offrant des coûts du travail très bas ; et d'autres, tels les pays européens, cherchent à maintenir et développer des filières de haute technologie en misant sur les qualifications de leurs travailleurs.

Cette guerre technologique est un peu effrayante. Les Français en tirent-ils néanmoins profit dans leur vie quotidienne ?

Pour éclairer l'avenir, il faut parfois regarder le passé. Mes travaux de recherche portent actuellement sur la façon dont les évolutions technologiques modifient le rapport au temps et ses usages. En 1900, un Français travaillait au minimum 10 heures par jour, souvent sept jours sur sept, sans le moindre jour de congé payé. Lorsqu'il mourait, à 50 ans en moyenne, il avait passé la moitié de sa vie éveillée à travailler. Aujourd'hui, ce même Français meurt à 83 ans, en ayant passé... 14 % de son temps éveillé au boulot. Parce qu'il vit plus vieux, fait des études plus longues, travaille moins chaque jour et bénéficie de beaucoup plus de jours de repos. Si vous trouvez que la seconde situation est préférable à la première, alors remerciez le progrès technique. Car les évolutions technologiques sont au cœur de ces changements. •



ATTENTION

Pédagogie inspirée des neuro-sciences et de Montessori
Personnalisation des cursus
Construction de la multi-compétence

OUVERTURE

Cours d'humanités
Interdisciplinarité
Campus sur 4 continents

INNOVATION

Classe inversée, évaluation peer-to-peer
Apprentissage en conditions réelles, learning by doing
Applications ludiques d'entraînement et de révision

ENGAGEMENT

Recherche responsable
Formations RSE qualifiantes
Entrepreneuriat social

ADAPTABILITÉ

Programmes experts
Employabilité immédiate et durable
Formation tout au long de la vie

PARIS · LYON · BORDEAUX · CHAMBÉRY-SAVOIE · GENÈVE · MONACO · LONDON · SAN FRANCISCO · SHANGHAI · ABIDJAN

**UNE AUTRE VISION
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

INSEEC-U.COM



en direct sur
www.printempsdeleco.fr

Guerres & Paix

Du mardi 13 au vendredi 16 octobre 2020

Mardi 13 octobre

Retransmis en direct
avec le soutien du Conservatoire National
des Arts et Métiers et de l'Académie de
Paris

#1 et 2 8h15 - 10h00 Guerres et Paix au XXI^e siècle: la course au leadership mondial

Session Les Économiques, conçue par Pierre-
Pascal Boulanger

#1 Première partie

Guerres et Paix au XXI^e siècle

Intervenant-e-s: Pierre-Pascal Boulanger,
Président-fondateur des Économiques
et du Printemps de l'économie.
Olivier Faron, Administrateur général du
Conservatoire national des Arts-et-Métiers.

#2 Deuxième partie Course au leadership mondial: la nouvelle donne

Défense, sécurité, technologie, commerce,
monnaies, social, idéologies: une nouvelle
forme de "Grande Guerre" est en cours pour
la course aux leaderships de demain. La
pandémie du COVID-19 et la course au vaccin
en est une des dernières illustrations. Sur
scène, les géants américains et chinois, dirigés
par des "apprentis sorciers", luttent pour la
suprémie, oeuvrant sur tous les continents.

Intervenant-e-s: Michel Aglietta,
Professeur émérite, Université Paris X
Nanterre, conseiller au CEPII.
Patrick Artus, Chef économiste de Natixis,

Professeur associé à Paris School of
Economics.

Anne-Laure Delatte, Chargée de recherche
au CNRS (Université Paris-Dauphine)
Olivier Pastré, Professeur d'économie,
Université Paris VIII.

Jean Pisani-Ferry, Titulaire de la chaire
Tommaso Padoa-Schioppa, Institut
universitaire européen de Florence
Natacha Valla, Doyenne de l'École du
management et de l'innovation de Sciences Po.

Modération: Philippe Mabilbe, Directeur de
la rédaction, La Tribune

#3 10h15 - 11h30 Cyber-guerre: la nouvelle guerre totale?

Session Cnam, conçue par Alexis Collomb

Intervenant-e-s: Colonel Philippe de
Montenon, Adjoint au Général de division
aérienne Didier Tisseyre, Commandant de la
Cyberdéfense.

Emmanuel Germain, Directeur général
adjoint de l'Agence nationale de la sécurité
des systèmes d'information.

Modération: Alexis Collomb, Professeur
d'économie et directeur du département
Économie, Finance, Assurance et Banque,
Cnam.

#4 11h45 - 13h00 Renminbi, Dollar, Libra: la guerre des monnaies

Session Les Économiques de Turgot, avec le
soutien de la Banque de France, conçue par
Dominique Plihon

...

Nos grands mécènes



*** **Intervenant-e-s:** Michel Aglietta, Professeur émérite, Université Paris X Nanterre, conseiller au CEPII.

Odile Lakomski-Laguerre, Maîtresse de conférence, Université de Picardie.
Nathalie Aufaure, Directrice générale de la stabilité financière et des opérations, Banque de France.

Modération: Dominique Plihon, Professeur émérite, Université Paris XI, Membre des Economistes Atterrés.

#5 14h00 - 15h15 Guerre commerciale: la paix par le protectionnisme ?

Session Les Rencontres des SES de l'académie de Paris - Alternatives économiques, conçue par Christian Chavagneux

Intervenant-e-s: Léo Charles, Maître de conférences en économie à l'Université de Rennes 2, membre du collectif des Economistes Atterrés.

Anne-Laure Delatte, Chargée de recherche au CNRS (Université Paris-Dauphine)

Sébastien Jean, Directeur du CEPII.
Arnaud Montebourg, Entrepreneur, fondateur de la marque Bleu Blanc Ruche, ancien Ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique.

Modération: Christian Chavagneux, Editorialiste, Alternatives économiques

#6 15h30 - 16h30 Être en paix avec soi-même ?

Session INSEEC U., conçue par Isabelle Barth

Intervenant-e-s: Isabelle Barth, Professeure en sciences de gestion à l'Université de Strasbourg, ancienne directrice de la recherche de INSEEC U.

Yann-Hervé Martin, Inspecteur d'Académie en philosophie et Professeur de philosophie en CPGE.

Modération: Sophie Gherardi, journaliste, Le 1, Conseillère de la rédaction de Philonomist.

#7 16h45 - 18h00 Chine-États-Unis: en guerre technologique ?

Session Cepii, conçue par Michel Fouquin

Intervenant-e-s: Jean-François Dufour, Directeur, DCA-Chine Analyse
Michel Fouquin, CEPII.

Jean-Paul Pinte, Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la

Communication, FLSH - Faculté des Lettres et Sciences Humaines - Université Catholique de Lille.

Mary-Françoise Renard, Professeure, Université Clermont-Auvergne CERDI

Modération: Philippe Escande, Editorialiste, Le Monde.

#8 18h00 - 19h30 Les plateformes en guerre contre le salariat ?

+ Remise des Prix lycéens du concours vidéo
« 3 minutes pour comprendre » Sur réservation
Session APSES - Café Sciences sociales - conçue par Rodrigue Lohier et Camille Aymard.

Intervenant-e-s: Sarah Abdelnour, Maîtresse de conférence en sociologie, IRISSE, Université Paris-Dauphine
Cyril Cosme, Directeur du bureau en France, OIT.

Noémie de Grenier, Co-directrice, Coopaname
Modération: Guillaume Duval, Journaliste, Alternatives économiques.

#8 bis 20h30 - 22h30 Projection de Sorry We Missed You, de Ken Loach

Session APSES

Au cinéma
Luminor Hôtel
de Ville, 20 rue
du Temple,
Paris 4^e

20h30 à

20h40: courte
présentation
du film dans
une perspective
SES.

20h40:

Projection du film, qui interroge les conséquences de la révolution numérique sur la vie des travailleurs et prolonge le café de sciences sociales de l'Apes « Les plateformes en guerre contre le salariat ? »

Inscription sur réservation payante (6 €) en cliquant sur le bouton ci-dessous ou sur le lien ici. Le paiement se fait par CB ou Compte Paypal, et sera intégralement reversé au cinéma Luminor.

Au cas où les conditions sanitaires empêcheraient la tenue de cette session, les sommes seront intégralement remboursées.



■ Mercredi 14 octobre

Retransmis en direct
avec le soutien de PSE/Ecole d'Economie de Paris, de Xerfi et du Crédit Agricole

#9 8h15 - 9h00 Préservation de la biodiversité: comment revisiter la Ville ?

Session CDC, conçue par Isabelle Laudier

La relation entre biodiversité et ville

est a double sens: le système urbain peut participer à la conservation des espèces, et la biodiversité rend de multiples services aux citoyens.

Intervenant-e-s: Philippe Clergeau, Professeur en écologie au Muséum National d'Histoire Naturelle.

Modération: Isabelle Laudier, Responsable de l'Institut pour la Recherche, Caisse des Dépôts.

#10 9h00 - 10h15 Économie politique des soulèvements dans les pays de la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord).

Session Les Economiques de Turgot, conçue par El Mouhoub Mouhoud

Intervenant-e-s: El Mouhoub Mouhoud, Professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine, LEDa-DIAL, CNRS, IRD.

Ishac Diwan, Professeur d'économie à Paris Sciences et Lettres, titulaire de la Chaire de socio-économie du monde arabe.

#11 10h30 - 11h30 La guerre des sexes est-elle une guerre économique ?

Session EHESS, conçue par Nancy L. Green

Intervenant-e-s: Cecilia Garcia Penalosa, Économiste, EHESS / AMSE.

Romain Huret, Historien américaniste, EHESS / CENA.

Sophie Pochic, Sociologue, CMH-CNRS et EHESS.

Modération: Sylvain Bourmeau, Journaliste, directeur du quotidien AOC MEDIA, producteur de La Suite dans les Idées sur France Culture et professeur associé à l'EHESS.

#12 11h45 - 13h00 Peut-on combattre l'instabilité financière ?

Session Les Economiques
avec le soutien du Crédit Agricole

Intervenant-e-s: Philippe Brassac,

Nos mécènes



Groupe
xerfi
Le médiateur du monde économique

Dauphine | PSL
UNIVERSITÉ PARIS

BRED +X
BANQUE POPULAIRE

Nos partenaires scientifiques



conseil d'analyse
économique

L'ECOLE
DES HAUTES
ETUDES
SCIENCES
SOCIALES

CEPII
RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ECONOMIE MONDIALE

Directeur général, Groupe Crédit Agricole
Jezabel Couppey-Soubeyran, Maîtresse de
conférence, Université Paris-1 Panthéon-
Sorbonne

Modération: Ivan Best, Directeur de la
rédaction, Point-Banque

#13 14h00 - 15h15 BlackRock, Vanguard... les géants de la gestion ont-ils pris le pouvoir ?

Session Xerfi, conçue par Olivier Passet

Intervenant-e-s: Tristan Auvray, Maître
de conférence, Université Paris XIII
Filippa Chatzistavrou, professeur de
sciences politiques à l'université d'Athènes.
Catherine Lubochinsky, Professeur à
l'Université de Paris 2 Panthéon-Assas
Olivier Passet, Directeur des synthèses, Xerfi
Modération: Olivier Passet, Directeur des
synthèses, Xerfi.

#14 15h30 - 16h45 Avant la guerre climatique, comment rendre la finance plus durable ?

Session IEFP, La finance pour tous

Intervenant-e-s: Louis-Gaëtan Giraudet,
Chercheur, Centre international
de recherche sur l'environnement
et le développement.
Laurence Scialom, Professeure, Université
Paris X Nanterre.
Alexandre Vincent, Green Bond Manager,
Agence France Trésor.
Catherine Charrier-Leflaive, Directrice
Générale Adjointe en charge de l'assurance,
Banque Postale
Modération: Dominique Rousset, France
Culture.

#15 17h00 - 17h45 Autour de Christian Saint-Etienne - Masterclass

L'Union européenne face au duopole
sinoaméricain - Session Les Economiques

Intervenant-e-s: Christian Saint-Etienne,
titulaire de la Chaire Economie Industrielle
du Cnam.

#16 18h00 - 19h30 Racisme, inégalités, discriminations, passé colonial: ces increvables virus qui minent toute cohésion sociale

Session Les Economiques avec Terra Nova
et Les Gracques

Intervenant-e-s: Pascal Blanchard,
historien, Groupe de recherche ACHAC.

Audrey Pulvar, journaliste, Présidente de
African Pattern, adjointe à la Maire de Paris.
Lionel Zinsou, économiste, Président de
Terra Nova, ancien Premier ministre du
Bénin.

■ Jeudi 15 octobre

Retransmis en direct
avec le soutien de l'Université Paris-
Dauphine

#17 8h15 - 9h00 Vers un grand basculement du monde ? | Entretien avec Hubert Védrine

Session Les Economiques

Modération: Sabine Syfuss-Arnaud, Chef
du service international, Challenges.

#18 9h00 - 10h15 La guerre mondiale pour capter l'épargne

Session Natixis, conçue par Patrick Artus

Intervenant-e-s: Patrick Artus, Chef
économiste de Natixis, Professeur associé
à Paris School of Economics.
André Cartapanis, Professeur d'Economie
et de Finances Internationales à Sciences
Po Aix, Chercheur au GREDEG, CNRS,
Université de Nice - Sophia Antipolis, et au
CHERPA, Sciences Po Aix.
Gilles Moec, Chef économiste, Groupa AXA
Natacha Valla, Doyenne de l'École du
management et de l'innovation de Sciences
Po, ancienne Directrice générale adjointe
pour la politique monétaire de la Banque
centrale européenne.
Modération: Thierry Fabre, rédacteur en
chef, Challenges.

#19 10h30 - 11h30 Faut-il faire la paix avec les machines ?

Session INSEEC U., conçue par Julien Pillot

Intervenant-e-s: Thibault Lieurade, Chef
de rubrique Économie + Entreprise, The
Conversation.
Julien Pillot, Enseignant-chercheur en
Économie, INSEEC School of Business &
Economics.
Aurélien Portuese, Senior Lecturer in Law,
St Mary's University, London.

#20 11h45 - 13h00 Relocaliser l'économie: est-ce possible et comment ?

Session LEDa, conçue par El Mouhoub Mouhoud

Intervenant-e-s: El Mouhoub Mouhoud,
Professeur d'économie à l'Université Paris-
Dauphine, LEDa-DIAL, CNRS, IRD.
Sébastien Jean, Directeur du CEPPI
Modération: Anne de Guigné, Le Figaro.

#21 14h00 - 15h15 Pour relever le défi climatique: quelles stratégies d'adaptation ?

Session Institut pour la Recherche, Groupe
Caisse des Dépôts, conçue par Isabelle Laudier

Intervenant-e-s: Aude Bodiguel,
Economiste, ADEME (sous réserve)
Louis Henry, Responsable territoires et
développement durable, Institut CDC pour
la recherche
Benoît Leguet, Directeur général d'I4CE
- Institute for Climate Economics, le
think tank sur l'économie de la transition
énergétique fondé par la Caisse des Dépôts
et l'Agence Française de Développement
Julie Roussel, Cheffe de projet "Adaptation
au changement climatique", Mairie de Paris
Modération: Isabelle Laudier, Responsable
de l'Institut CDC pour la Recherche

#22 15h30 - 16h30 Guerres et développement économique: quelle renaissance pour les Etats après un conflit ?

Session PSE, conçue par Anne-Célia Disdier

Intervenant-e-s: John Crowley, Chef de la
section "Recherche, politique et prospective"
du Secteur des Sciences Sociales et
Humaines, UNESCO.
François Libois, Chargé de recherche, INRAE
Oliver Vanden Eynde, Chargé de recherche, CNRS.
Modération: En attente

#23 16h45 - 18h00 Le Green Deal comme antidote aux chocs pétroliers

Session LEDa, conçue par Patrice Geoffron

Intervenant-e-s: Patrice Geoffron,
Professeur, Université Paris-Dauphine,
Directeur du CGEMP (Centre de
Géopolitique de l'Energie et des Matières
Premières).
Benoît Leguet, Directeur général d'I4CE.
Olivier Massol, Professeur Associé à l'IFPEN.
Modération: Stéphane Marchand,
rédacteur en chef, Pour l'Eco.

Nos partenaires financiers



... ■ Vendredi 16 octobre

Retransmis en direct
avec le soutien de la BRED

#24 8h15 - 9h15 Peut-on ne pas rembourser la dette ?

Session Les Economiques avec le soutien de la BRED, conçue par Pierre-Pascal Boulanger

Intervenant-e-s : Michel Aglietta, Professeur émérite, Université Paris X Nanterre, conseiller au CEPII.

Agnès Bénassy-Quéré, Chef économiste de la DG Trésor.

Anne-Laure Delatte, Chargée de recherche au CNRS (Université Paris-Dauphine).

Olivier Klein, professeur d'économie et de finances à HEC Paris, directeur général de la BRED Banque Populaire.

Modération : Aude Martin, Alternatives économiques.

#25 9h15 - 10h15 Le combat contre le chômage se gagne aussi dans les territoires

Session France Stratégie, conçue par Vincent Donne

Intervenant-e-s : Coline Bouvard, Chargée d'études, France Stratégie.

Benoît De Lapasse, Chef du bureau de l'Observation des territoires, Commissariat général à l'égalité des territoires (sous réserve)

Camille Delpy, Cheffe de projet.

Expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée.

Vincent Donne, Chef de projet, France Stratégie.

Caroline Granier, Chargée d'études économiques, La Fabrique de l'Industrie.

Modération : Marc Landré, Rédacteur en chef, responsable du service Economie France, Le Figaro.

#26 10h30 - 11h30 Combat contre les inégalités : quel fossé à combler ?

Session INSEE conçue par Julien Blasco

Intervenant-e-s : Julie Labarthe, Cheffe de la division revenus et patrimoine des ménages, Insee.

David Lévy, Département de l'action régionale, Insee.

Mickaël Zemmour, Maître de conférences, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne

et codirecteur de l'axe "Politiques socio-fiscales" du LIEPP.

Modération : Isabelle Moreau, Directrice de la rédaction Pôle social de l'AEF.

#27 11h45 - 13h00 Allemagne - Zone Euro : entre conflit et coordination ?

Session Natixis, conçue par Patrick Artus

Intervenant-e-s : Patrick Artus, Chef économiste de Natixis, Professeur associé à Paris School of Economics.

Agnès Bénassy-Quéré, Chef économiste de la DG Trésor.

Sylvain Broyer, Économiste en chef, S & P Global Ratings.

Alexis Garatti, Directeur des Recherches Macroéconomiques et Sectorielles, Euler Hermes et Allianz.

Xavier Ragot, Président, OFCE.

Modération : Jean-Marc Vittori, Les Echos.

#28 14h00 - 15h15 Guerre idéologique et alliances en Europe

Session Ofce Sciences Po, conçue par Xavier Timbeau

Intervenant-e-s : Amandine Crespy, Professeure et chercheur en Sciences Politiques, Université Libre de Bruxelles.

Xavier Ragot, président de l'OFCE Sciences Po

Antoine Vauchez, Directeur de recherche au CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique (Université Paris 1-Sorbonne-Ehess).

Modération : Pierre Haski, France Inter 8 l'Obs.

#29 15h30 - 16h45 Guerre sociale, guerre des classes ?

Session Les Economistes Atterrés, conçue par Henri Sterdyniak

Intervenant-e-s : Marie-Laure Salles, Sociologue, Directrice de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement.

Christophe Ramaux, Maître de conférence en économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre des économistes atterrés.

Romarc Godin, Journaliste à Mediapart.

Modération : Henri Sterdyniak, Economiste, Chercheur affilié à l'OFCE, membre du collectif d'animation des économistes atterrés.

Comité scientifique

• Patrick Artus

Chef économiste, Natixis

• Agnès Bénassy-Quéré

Professeur Université Paris-1 Panthéon Sorbonne

• Pierre-Pascal Boulanger

Président-fondateur, Les Economiques

• Christian Chavagneux

Editorialiste, Alternatives Economiques

• Alexis Collomb

Directeur du département Economie, finance, assurance, banque Le Cnam

• Jézabel Couppey-Soubeyran

Maîtresse de conférences Université Paris-1 Panthéon Sorbonne

• Gilles de Margerie

Commissaire général, France Stratégie

• Pierre-Henri de Menthon

Directeur délégué, Challenges

• Anne-Célia Disdier

Professeure-associée, Paris School of Economics

• Sylvie Faucheu

Directrice IFG Executive Education et directrice Innovation Académique chez INSEEC U

• Michel Fouquin

Conseiller, CEPII et professeur à la FASSE Université Catholique de Paris

• Pierre-Noël Giraud

Professeur, Mines ParisTech

• Nancy L. Green

Directrice d'études, EHESS

• Pierre-Cyrille Hautcoeur

Directeur d'études, EHESS

• Rémi Jeannin

Vice-président, Les Economiques

• Christophe Kerrero,

Chancelier des Universités, Recteur, Académie de Paris

• Isabelle Laudier

Responsable, Institut CDC pour la recherche

• Philippe Martin

Président-délégué, Conseil d'analyse économique

• El Mouhoud Mouhoud

Professeur, Université Paris-Dauphine

• Olivier Passet

Directeur de la recherche, Xerfi

• Olivier Pastré,

Professeur, Université Paris VIII

• Dominique Plihon

Professeur, Université Paris XIII

• Jean-Luc Tavernier

Directeur-général, INSEE

• Xavier Timbeau

Directeur-principal, OFCE

Tous droits réservés à l'Association Les Economiques

Responsables de la publication : Pierre-Pascal Boulanger

Contact : info@leseconomiques.fr

Nos partenaires médias, opinion, et associatifs

Challenge^s

TOUTE
l'Europe
.EU

Alternatives
Economiques

les
Gracques

THE CONVERSATION

citéco
Cité de l'Économie

"opinionway

The innovative research company

RADIO
CAMPUS PARIS

LA
TRIBUNE

open
diplomacy

VOUS AVEZ LE DROIT DE QUITTER ENFIN VOTRE PETITE MAMAN



Assurance Habitation 5€/mois*

18-29 ans, assurez votre studio pour 5€/mois* et découvrez l'ensemble de nos offres Jeunes.



LA
BANQUE
POSTALE

BANQUE ET CITOYENNE

labanquepostale.fr

* Tarif en vigueur au 01/01/2020. Offre valable sur votre prime d'Assurance Habitation (hors garanties complémentaires, dont le vol) pour toute nouvelle souscription d'un contrat d'Assurance Habitation auprès de La Banque Postale Assurances IARD. Offre valable exclusivement pour les assurés âgés de 18 à 29 ans inclus, qui souhaitent assurer leur résidence principale de 1 pièce maximum et qui optent pour un niveau de capital mobilier de 2 500 €, une franchise de 120 € et sans garantie des objets précieux. Offre non cumulable avec les autres offres promotionnelles en cours sur l'Assurance Habitation.

La Banque Postale Assurances IARD - S.A. au capital social de 161 142 000 € - 30 boulevard Gallieni 92130 Issy-Les-Moulineaux, RCS Nanterre n° 493 253 652. Entreprise régie par le Code des assurances. La Banque Postale - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance - Capital social 4 631 654 325 € - 115 rue de Sèvres - 75275 Paris CEDEX 06 - RCS Paris n° 421 100 645 - ORIAS n° 07 023 424.

Guerres & paix • Guerre technologique

Tribune

Henri Verdier, ambassadeur pour le numérique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.



La guerre de demain sera-t-elle cyber ?

Jour après jour, une nouvelle réalité se dessine : le cyberspace devient le lieu privilégié de tensions et confrontations à l'échelle internationale. Pourtant porteuse de promesses, l'émergence de nouvelles technologies n'en constitue pas moins le vecteur de nouvelles instabilités.

Le numérique constitue tout d'abord un champ de confrontation singulier, faisant naître ses propres théâtres de crise, armes et acteurs. Les menaces cyber – espionnage, sabotage, intrusion dans les systèmes d'informations – connaissent de fait une croissance inquiétante. Ces attaques, dont certaines ont pu conduire à des dommages irréversibles, à l'image de l'attaque NotPetya à l'encontre des entreprises, constituent les prémices d'une transformation profonde des modalités d'une conflictualité dans laquelle les coupables avancent masqués. **Le cyberspace est en effet un lieu où se cachent des groupes dont les liens avec les États ne sont pas toujours distincts.** Surtout, les attaques qu'ils perpétuent ne visent pas constamment la supériorité militaire mais également le dissensus interne et constituent aujourd'hui un outil incontournable de déstabilisation des États et, parfois, des individus. C'est pourquoi le fonctionnement d'infrastructures critiques, comme l'énergie ou les transports, constitue une cible privilégiée. C'est en touchant un État au cœur, c'est-à-dire en le privant de toute source d'échange ou en minant sa crédibilité et celle de ses institutions, que l'on peut aisément l'affaiblir.

Face à ces menaces polymorphes, à la nature mouvante des attaques et à la complexe imputabilité de ces dernières, la France reste résolument engagée pour prévenir ces conflits, dont la dimension cyber sera, demain, une des principales composantes. Notre pays est particulièrement attaché à la transparence de son action. Ainsi, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, qui joue un rôle de coordination en matière de défense cyber, a publié dès mars 2018 une « Revue stratégique de cyberdéfense » qui résume la doctrine nationale et détaille le rôle des acteurs français en la matière. Les publications par le ministère des Armées des doctrines françaises de lutte informatique défensive et offensive illustrent aussi la spécificité et les capacités de notre modèle et consacrent la séparation historique que notre pays établit entre ses moyens cyber offensifs et défensifs. Pour nous prémunir des risques inhérents au cyberspace,

« L'ambition de notre pays est avant tout celle d'un cyberspace pacifié. »

la France veille également à ce que les rapports entre tous les acteurs demeurent régis par le droit international, jalon essentiel de notre sécurité collective. Face à la menace, elle promeut donc un cyberspace stable, fondé sur la confiance et entend jouer un rôle majeur dans les négociations internationales.

L'ambition de notre pays est avant tout celle d'un cyberspace pacifié. Celle-ci s'inscrit dans une logique de responsabilisation et de transparence collective, qui s'adresse notamment aux entreprises. L'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité du cyberspace, lancé par le président de la République en novembre 2018, soutenu par plus de 1 000 acteurs, constitue, à ce titre, l'initiative la plus ambitieuse jamais portée en la matière. •

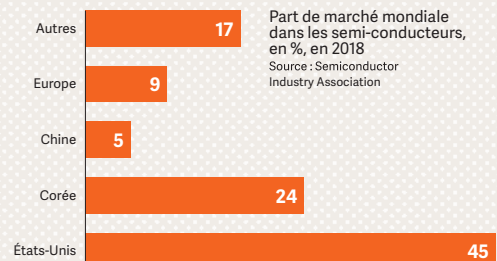
En chiffres

86%

C'est la part des terres rares produites en Chine. Celle-ci est en quasi monopole pour la fabrication de ces métaux présents dans de nombreux équipements numériques. Sur cette base, le pays déploie une politique visant à s'assurer la maîtrise de différentes technologies stratégiques, à l'instar de Huawei, leader mondial des équipements télécoms. •

Une interdépendance forte

Dans la chaîne de valeur des équipements de nouvelles technologies, États-Unis et Chine sont très interdépendants. Avec des entreprises comme Intel ou Qualcomm, les Américains sont leaders dans la fabrication des puces électroniques, mais les Chinois apparaissent en bonne place parmi leurs clients avec des géants comme Huawei ou Xiaomi, producteurs, entre autres, de smartphones. •



Michel Fouquin, conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).



Des écarts technologiques croissants ?

En pleine révolution numérique, peut-on craindre de voir les écarts technologiques et les inégalités économiques se creuser entre les nations ? Hier encore les pays développés étaient ceux qui étaient capables de concevoir et de produire les technologies les plus avancées et d'en retirer les plus grands profits. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que la réponse à cette question est plus complexe.

Première raison, **on constate que de très grands pays émergents sont en compétition avec les pays développés.** Ainsi, l'Inde est devenue un pôle de recherche et développement majeur pour les logiciels et les services informatiques ainsi que pour la fabrication de médicaments génériques. Toutes les grandes entreprises occidentales y ont donc créé des laboratoires de pointe. L'autre exemple emblématique, c'est la Chine. Partant d'une situation confinante à la très grande pauvreté, elle apparaît avoir réussi, en moins de 40 ans de réformes, à être en avance sur l'Occident dans

« Les pays émergents ont profité de la libéralisation du système économique mondial pour s'emparer, "voler" dirait Donald Trump, de technologies avancées sans en payer le prix, notamment en n'acquittant pas les droits de la propriété intellectuelle. »

certains domaines comme la 5G et l'intelligence artificielle et à atteindre un niveau de vie en net progrès.

Deuxième raison, **la plupart des pays du monde, quel que soit leur niveau de développement, accueillent ces nouvelles technologies et s'en servent avec parfois beaucoup d'habileté.** L'exemple le plus évident est celui de la diffusion mondiale de la téléphonie mobile qui s'est répandue sur tous les continents et dans toutes (ou presque) les couches de la population. L'accès à la technologie a été facilité car c'est à la fois un moyen de valoriser et de rentabiliser des technologies coûteuses à développer. C'est aussi un moyen de développer localement et de vendre simultanément toutes sortes de services associés, base de l'hégémonie mondiale des Gafam. Troisième raison, un des vecteurs de cette diffusion mondiale provient de **la capacité des grandes entreprises occidentales** – et de plus en plus de celle des pays émergents – **à décomposer leurs chaînes de production à l'échelle mondiale.** Objectif ? Réduire les coûts de production en délocalisant vers des pays ayant de la main-d'œuvre de qualité à bas salaire, des sources d'énergie bon marché ou encore des normes de production, notamment en matière d'écologie, moins regardantes. Cette stratégie contribue aussi à diffuser les meilleures techniques de production et de management. L'apprentissage peut être très rapide et permet d'élever le niveau de compétences des pays d'accueil. **Le revers de la médaille, c'est que les pays développés perdent des emplois.** Et qu'ils se trouvent confrontés à la concurrence de grands groupes issus des pays émergents capables de racheter des entreprises occidentales de pointe leur donnant accès à ces nouvelles technologies. **Il y a là un risque de voir cette phase de la mondialisation se heurter à une vague protectionniste.**

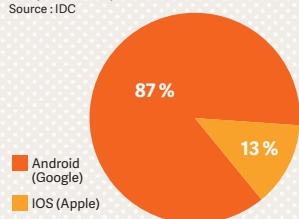
L'argument développé par certains pays développés, les États-Unis en tête, c'est que les pays émergents ont profité de la libéralisation du système économique mondial pour s'emparer, « voler » dirait Donald Trump, de technologies avancées sans en payer le prix, notamment en n'acquittant pas les droits de la propriété intellectuelle.

Afin de se protéger de ce type de pillage, tous les pays occidentaux élaborent des systèmes de contrôle plus étroit des investissements en provenance de certains pays, la Chine en particulier. D'autres vont encore plus loin au nom de la sécurité nationale et mettent au point de véritables arsenaux protectionnistes. Le cas de la 5G et de Huawei en est le symbole : le gouvernement américain tente d'intimider ses partenaires occidentaux pour qu'ils excluent Huawei de leurs systèmes de télécommunication. •

Système d'exploitation : l'Amérique règne en maître

Les Gafam chinois que sont les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) font tout pour ne pas dépendre des technologies américaines. Mais il y a un domaine qu'ils peinent à maîtriser : le logiciel et plus spécifiquement les systèmes d'exploitation pour ordinateurs et smartphones. Les Américains y exercent un monopole impressionnant. •

Part de marché mondiale des systèmes d'exploitation pour mobile, en %, en 2019
Source : IDC



« La guerre commerciale n'exclut pas la guerre militaire »

Au cours des 30 prochaines années, l'affrontement entre les États-Unis et la Chine va structurer l'histoire mondiale, selon l'économiste **Christian Saint-Étienne**. Une lutte pour la superpuissance qui pourrait déborder du simple champ économique. Entretien.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BÉCHAUX

Qu'est-ce qui justifie la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine ?

Cette guerre n'a de commerciale que le nom. Il s'agit en fait d'un combat pour la domination du monde entre la première puissance depuis un siècle, les États-Unis, et le centre du monde de l'an 1000 à l'an 1800, la Chine. Les deux pays revendiquent le leadership à l'échelle mondiale, ils veulent tous deux fixer les règles et imposer leurs conditions au reste de la planète.

Peut-on dire que les Américains dictent encore les règles mondiales ?

Les États-Unis restent la première puissance économique mondiale puisque la Chine ne représente « que » 63 % du PIB américain en valeur de

marché. Mais l'écart entre les deux pays ne cesse de diminuer... Jusqu'à l'arrivée de Donald Trump, les États-Unis prônaient un ordre mondial libéral et ouvert, mais qui servait largement leurs intérêts. Ils ont, par exemple, décrété l'extraterritorialité de leurs lois, qui s'appliquent donc partout. Les Américains s'en sont notamment servis pour infliger une énorme amende de 8 milliards d'euros à BNP Paribas. Au motif que le groupe avait commercé en dollars avec l'Iran, un pays sous embargo. Alors que ce n'était qu'un prétexte pour affaiblir une banque étrangère devenue très puissante sur le marché des produits dérivés. Et Trump a utilisé des procédés de même nature pour essayer de tuer l'opérateur télécom chinois Huawei, qui avait pris de l'avance dans la technologie 5G.

Comment la Chine a-t-elle pu rattraper si vite son retard ?

L'erreur stratégique majeure des Occidentaux, et notamment des Américains, c'est d'avoir fait entrer la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001, sans lui imposer les mêmes règles du jeu qu'aux autres États membres.

La Chine a pu accéder au marché mondial tout en continuant à subventionner massivement ses entreprises. Parce qu'on ne l'a pas obligée à signer les accords interdisant les aides publiques, qui s'appliquent dans les autres pays.

La guerre commerciale, c'est quand même mieux qu'un conflit armé !

Certes, mais la guerre commerciale n'exclut pas la guerre militaire. À l'université américaine de Harvard, des chercheurs ont réalisé des travaux considérables sur les conflits entre puissances ascendantes et descendantes. Qu'ont-ils conclu ? Que depuis le xv^e siècle, sur 16 conflits commerciaux, 12 ont débouché sur une guerre. Et que dans les quatre autres cas, on a pu préserver la paix car l'un des deux a mis le genou à terre. Dans les guerres commerciales, il y a donc toujours un vainqueur et un vaincu.

Voit-on des signes d'un changement de nature de cet affrontement ?

Dans les années 1990 et 2000, il y a eu un très fort ralentissement des efforts d'armement. Mais cette période est terminée. Année après année, la Chine augmente de façon considérable ses dépenses militaires, à tel point que celles-ci pourraient dépasser celles des États-Unis d'ici dix ans. Ce qui incite les Américains à relever eux aussi leurs budgets. Ils viennent de commander trois porte-avions géants et huit sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques ! En matière d'armement,

Bio express

Christian Saint-Étienne est professeur titulaire de la chaire d'économie industrielle au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) depuis 2009. Il a auparavant enseigné à l'université Paris-Dauphine et à l'université François Rabelais de Tours. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Osons l'Europe des nations* (janvier 2018), et *Trump et Xi Jinping, les apprentis sorciers* (novembre 2018), tous deux publiés aux Éditions de l'observatoire. •



© DR

il faut aussi mentionner la Russie de Poutine. Le pays n'a certes pas les mêmes capacités d'investissement, mais il dispose d'ingénieurs et de chercheurs d'excellent niveau.

Si Donald Trump n'est pas réélu en novembre, peut-on espérer un retour à un ordre mondial économique plus apaisé ?

Trump exprime la volonté de puissance américaine de façon brutale. C'est un homme fou, malade de lui-même, qui est en train de défaire toutes les alliances construites par les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Il insulte le Premier ministre canadien, traite les Mexicains de « sous-hommes », souhaite l'explosion de l'Union européenne mais serre la main du dictateur nord-coréen ! Mais le mouvement de remise

en cause du multilatéralisme a commencé bien avant lui, il y a 20 ans. Barack Obama cherchait lui aussi à maintenir la domination mondiale des États-Unis, mais de façon plus subtile. Quant aux successeurs de Trump, qu'ils soient démocrates ou républicains, ils vont eux aussi poursuivre cette ambition. Ce combat économique entre les États-Unis et la Chine va structurer l'histoire mondiale pendant les 30 prochaines années.

Et l'Europe, là-dedans, quel rôle joue-t-elle ?

Un rôle de figurant. L'Union européenne (UE) n'existe que par sa capacité à consommer : elle abrite 500 millions de personnes qui ont de l'argent à dépenser. Mais cette masse a beau représenter 20 % du PIB

« L'Union européenne n'existe que par sa capacité à consommer : elle abrite 500 millions de personnes qui ont de l'argent à dépenser. »

mondial, elle s'avère incapable de peser sur les plans stratégique et politique. Aujourd'hui, au sein de l'UE, il n'y a aucune ambition commune, aucune vision, aucune volonté d'exister collectivement. L'Europe ne fait peur à personne. Les Chinois ont très bien compris comment tirer profit de cette faiblesse. Ils construisent des zones de commerce en Pologne ou en Bulgarie ; ils achètent à la fois des entreprises, comme le premier fabricant allemand de robots, et des infrastructures. Quand la Grèce vend à la Chine le port du Pirée, elle lui donne un accès majeur, sur le plan commercial et géopolitique, à la Méditerranée et à l'Europe. Sans que Bruxelles ne réagisse, puisqu'elle n'a aucun pouvoir en la matière.

Que devrait faire l'Europe ?

Sortir de son immobilisme ! Mais maintenant, car dans dix ans, il sera trop tard. Il faut que le Benelux, la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie constituent un noyau dur pour peser sur le plan économique et stratégique. Et que l'Europe cesse sa politique de la concurrence qui empêche toute construction de géants européens. Pourrait-on aujourd'hui voir naître Airbus ? Eh bien non, alors que le ...

Guerres & paix • Guerre économique

... groupe a dépassé Boeing, qu'il est devenu le premier constructeur mondial d'avions commerciaux! Mais quand donc les États membres se décideront-ils à agir ensemble, à faire preuve de solidarité plutôt qu'à se faire la guerre entre eux en matière fiscale et sociale?

Et que peut-on attendre de la France?

Qu'elle se réveille. Pas avec le mouvement des gilets jaunes ou la mobilisation contre la réforme des retraites mais avec de grands projets technologiques. Emmanuel Macron

« Emmanuel Macron est sans doute un bon ambassadeur des entreprises françaises mais il manque de vision stratégique. »

est sans doute un bon ambassadeur des entreprises françaises mais il manque de vision stratégique. Plutôt que de supprimer la taxe d'habitation, qui rapportait 20 milliards d'euros par an, et d'allouer 1,5 milliard d'euros sur cinq ans à l'intelligence artificielle, le gouvernement aurait dû faire l'inverse. Il faut soutenir massivement toute la filière des nouvelles technologies. Car on est en train de rater la troisième révolution industrielle, celle du numérique. •

Tribune

Agnès Bénassy-Quéré, professeure à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris.



L'euro peut-il disparaître ?

Qu'est-ce qui pourrait conduire à une disparition de l'euro? On peut songer à deux scénarios. Le premier scénario serait la suite logique du choix souverain d'un peuple. L'appartenance à l'euro résulte d'un arbitrage entre les avantages et les inconvénients de la monnaie unique. À un moment donné, les contraintes sur les politiques macroéconomiques peuvent être jugées trop lourdes.

Certains pays (l'Italie par exemple) pourraient vouloir s'affranchir des règles budgétaires; d'autres (l'Allemagne) pourraient vouloir récupérer une autonomie monétaire. Il suffit du départ d'un seul pays pour que l'union monétaire se transforme en régime de change fixe: **les marchés ne percevraient plus l'euro comme un régime permanent et reprendraient donc leur activité spéculative** comme dans les années 1980-1990. L'euro ne survivrait pas longtemps. Ce premier scénario n'est pas le plus probable car l'euro jouit d'un fort soutien dans les enquêtes régulières auprès de la population (Eurobaromètre). Cependant, les dynamiques politiques peuvent se retourner rapidement, comme l'a démontré le Brexit. Le second scénario est celui d'une rupture accidentelle. On a pu entrevoir l'enchaînement possible en 2015 en Grèce. À cette époque, les banques ne pouvaient plus utiliser les titres de dette publique de ce pays pour obtenir des refinancements auprès de la Banque centrale européenne, car ces titres étaient trop mal notés: ils ne pouvaient plus servir de garanties. Les banques grecques pouvaient néanmoins obtenir de la liquidité auprès de la Banque nationale grecque, selon la

Bio express

Professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris, **Agnès Bénassy-Quéré** siège au Cercle des économistes, au Haut conseil de stabilité financière, au Conseil général de la Banque de France et au Conseil des prélèvements obligatoires. De 2012 à 2018, elle a par ailleurs été présidente déléguée du Conseil d'analyse économique. En 2000, elle est la première (avec Bruno Amable) à obtenir le prix du meilleur jeune économiste de France.

En chiffres

88 %

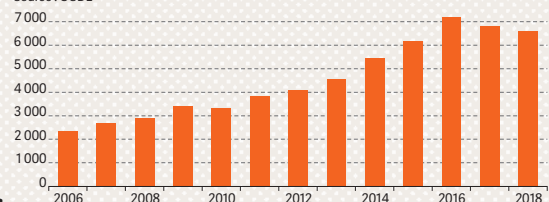
Sur le marché international des changes, là où l'on échange les monnaies des différents pays entre elles, il n'y a pas de guerre. **Le dollar y assure une domination impériale.** Il représente 88 % des transactions, largement devant l'euro avec 32 % (le total fait 200 % car il y a deux devises pour chaque échange). La monnaie chinoise ? 4 %... Un pouvoir sans partage. •

La montée des guerres fiscales

Les affrontements entre les multinationales et les États à propos de l'interprétation des lois fiscales n'ont cessé de progresser jusqu'en 2016. Les négociations multilatérales réalisées à l'OCDE semblent, depuis, calmer le jeu. Avec 18 % des cas, l'Allemagne est le premier pays concerné devant les États-Unis (17 %) et la France (15 %). •

Nombre de cas de disputes fiscales dans le monde

Source : OCDE



procédure d'urgence. Cependant, les refinancements dans ce cadre étaient soumis à un plafond fixé par la BCE, et relevé régulièrement pour maintenir le système bancaire grec à flot. Durant cet épisode, il aurait suffi que la BCE ne relève pas suffisamment le plafond pour qu'une banque d'importance se trouve à court de liquidité. Pour éviter un effondrement du système bancaire, le gouvernement grec n'aurait pas eu d'autre choix que de réintroduire une monnaie nationale et une banque centrale propre afin d'assurer la liquidité du système bancaire en dépit de son risque d'insolvabilité. Ce second scénario ne peut malheureusement pas être écarté. En effet, **la boucle d'interaction entre risque bancaire et risque souverain n'a pas encore été enrayée en Europe.** Avec des taux

« La BCE pourrait alors actionner son « arme nucléaire » en rachetant la dette publique concernée ».

d'intérêt inférieurs aux taux de croissance, les dettes publiques sont soutenables. Cependant, si les taux d'intérêt venaient à réaugmenter, on ne peut exclure une spirale déséquilibrante où les

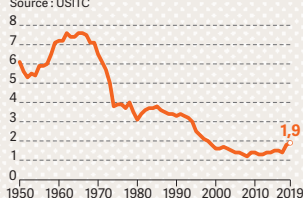
taux montent parce que les dettes apparaissent non soutenables et vice versa. Dans ce cas, la situation des banques dans certains pays comme l'Italie deviendrait très vite difficile. La BCE pourrait alors actionner son « arme nucléaire » en rachetant la dette publique concernée, mais il faudrait pour cela que le pays se soumette à un programme d'ajustement sévère. Pas sûr que l'opinion publique y soit favorable, ce qui nous ramène au scénario précédent. Conclusion : **depuis le début de la crise, les milieux anglo-saxons ont régulièrement sous-estimé l'engagement politique des États membres et de la BCE à assurer l'intégrité de la zone euro.** Cependant, les blessures n'ont pas été parfaitement cautérisées et pourraient se rouvrir à l'occasion d'une hausse inopinée des taux d'intérêt ou d'un changement politique dans un État membre. •

La "guéguerre" commerciale de Trump

On a beaucoup parlé du retour du protectionnisme et des guerres commerciales menées par le président Trump. Il menace, vocifère... puis signe des accords avec le Canada, le Mexique, la Corée du Sud, etc. Certes, il accroît les droits de douane. Mais ce qu'ils rapportent passe de 1,4 à 1,9 % des importations entre 2017 et 2019. Une "guéguerre"... •

Recettes des tarifs douaniers sur total des importations, en %

Source : USITC



Tribune

Julien Pillot, enseignant chercheur en économie et stratégie à l'Inseec U.



La concurrence est-elle toujours souhaitable ?

Rappelons d'abord les principales vertus que les économistes prêtent à la concurrence. Car c'est bien la concurrence qui pousse les entreprises à innover et à différencier leurs offres, à la fois pour gagner des parts de marché, améliorer leur productivité et attirer les capitaux nécessaires à leur développement. C'est également la concurrence qui contraint les prix. Ainsi, **préserver la concurrence, c'est préserver l'un des principaux moteurs de la croissance et du progrès technique.** C'est aussi s'assurer d'effets redistributifs qui profitent à l'ensemble de l'économie. Plus que le degré de concentration des marchés, c'est bien l'intensité de la

« Plus que le degré de concentration des marchés, c'est bien l'intensité de la concurrence qui importe. »

concurrence qui importe. Par exemple, le duopole Airbus-Boeing s'avère très concurrentiel. Et cette concurrence a été pour beaucoup dans le développement de l'aviation commerciale, que ce soit sur le plan des volumes ou de la

qualité des avions livrés. Les remises que les compagnies aériennes peuvent négocier auprès d'Airbus et Boeing sont autant de réductions sur le prix des billets dont bénéficient les clients finaux. **L'important est donc de s'assurer que, quel que soit le nombre d'entreprises sur un même marché, elles ne soient pas en mesure de fausser le jeu de la concurrence,** par exemple en s'entendant sur les prix ou les quantités, ou en tirant parti de leur position dominante pour entraver le développement de rivaux de plus petite taille. Reste le cas des monopoles dits « naturels », où il est plus efficace qu'une seule entreprise capte toute la demande, car les investissements initiaux sont très importants et que l'activité se caractérise par de fortes économies d'échelle. Mais même ces monopoles ne peuvent totalement s'exonérer de concurrence. Prenons les sociétés d'exploitation de remontées mécaniques. Chacune jouit d'un monopole naturel sur son domaine skiable... mais elles se font concurrence pour attirer les skieurs, ce qui contraint le prix des forfaits et les poussent à investir pour améliorer les équipements. Un exemple supplémentaire des vertus de la concurrence... là où elle semble inexistante. •

« La panne de l'ascenseur social peut avoir des effets explosifs »

Directeur de la recherche et des études de Natixis, **Patrick Artus** a ausculté le monde du travail dans ses derniers ouvrages. Pour lui, les salariés souffrent de deux maux : la stagnation des revenus et l'absence de promotion sociale. Rencontre.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BÉCHAUX

Il y a deux ans, vous avez écrit un ouvrage intitulé *Et si les salariés se révoltaient ?*. Auraient-ils donc des raisons de le faire ?

Les salariés n'ont pas profité comme ils auraient dû de la croissance économique. Dans la quasi totalité des pays développés, le partage des revenus est défavorable aux travailleurs. Pourquoi ? Parce que les entreprises se sont lancées dans une course effrénée à la rentabilité pour maximiser la valeur au profit des actionnaires. Dans certains pays, l'austérité salariale aboutit à des résultats très spectaculaires. Aux États-Unis, par exemple, 40 % des citoyens ont le même pouvoir d'achat qu'il y a 30 ans. Cette déformation du partage des revenus, on la retrouve

en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Espagne ou au Japon.

Mais pas en France ?

Parmi tous les pays de l'OCDE, il y a deux pays qui n'ont pas subi cette baisse relative des revenus du travail : la France et l'Italie. Dans l'Hexagone, les salaires ont continué à augmenter un peu plus vite que la productivité. Mais cette tendance favorable a été contrebalancée par un autre phénomène : l'explosion des prix de l'immobilier. En France, la hausse des coûts du logement a complètement mangé les revalorisations salariales. C'est un problème majeur, auquel les responsables politiques devraient s'attaquer beaucoup plus sérieusement qu'ils ne le font. Non pas en bloquant les prix des loyers, mais en encourageant la construction de logements neufs.

Cette modération salariale s'accompagne-t-elle d'un accroissement des inégalités ?

C'est le cas dans la plupart des pays de l'OCDE. Et notamment aux États-Unis où les 1 % des individus les plus riches représentent désormais 22 % du produit intérieur brut (PIB). Là encore,

la France fait plutôt exception. Chez nous, les 1 % les plus riches pèsent 10 % du PIB, un chiffre remarquablement stable dans le temps. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que les salariés français du bas de l'échelle ne souffrent pas. Depuis plusieurs années, notamment, le Smic n'est plus indexé que sur l'inflation. Mécaniquement, les revenus des smicards reculent donc par rapport au revenu moyen. Par ailleurs, la tertiarisation de l'économie française n'est pas favorable aux salariés. Car les emplois créés dans les services sont, en moyenne, rémunérés un tiers de moins que dans l'industrie.

L'ascenseur social est-il en panne dans tous les pays riches ?

Absolument. On assiste partout à une bipolarisation du marché du travail avec, d'un côté, des emplois sophistiqués et bien rémunérés et, de l'autre, des emplois peu qualifiés et mal payés.

« Les emplois créés dans les services sont, en moyenne, rémunérés un tiers de moins que dans l'industrie. »

Au milieu, il reste bien sûr des emplois intermédiaires mais qui ont tendance à se raréfier, et même à disparaître dans certains secteurs. Ceux-là mêmes qui, comme les banques, offraient autrefois des parcours ascendants

Bio express

Directeur de la recherche et des études de Natixis, **Patrick Artus** est professeur associé à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il siège au Conseil d'analyse économique, au Cercle des économistes et à la Commission économique de la Nation. Il est également administrateur de Total et Ipsos. Auteur, avec Marie-Paule Virard, de *Et si les salariés se révoltaient ?* (Fayard, 2018), il publiera en avril prochain *40 ans d'austérité salariale, comment en sortir ?* aux éditions Odile Jacob. •



© DR

à leurs employés ! La disparition de ces emplois intermédiaires s'avère dramatique car elle rend impossible toute promotion sociale. Ceux qui ont fait des études courtes sont aujourd'hui condamnés à rester en bas de l'échelle, ils ne peuvent plus gravir les barreaux. En France, 4 % des cadres ont aujourd'hui des parents employés ou ouvriers. Ils étaient 10 % il y a dix ans. Cette panne de l'ascenseur social est mondiale. Aux États-Unis, elle est même dramatique.

Et pourtant, on parle toujours du rêve américain !

Ce qui est incroyable, c'est que les Américains eux-mêmes continuent à y croire. Alors que c'est un mythe, une

illusion totale. Outre-Atlantique, ce mirage rend beaucoup plus acceptable les inégalités chez les classes populaires. Car tant que vous croyez que vos enfants peuvent faire fortune, vous n'avez aucune raison de combattre les riches. Aux États-Unis, ce sont les petites gens, les perdants de la mondialisation qui ont élu Donald Trump. Un milliardaire, qui a hérité de l'empire familial...

« Aux États-Unis, ce sont les petites gens, les perdants de la mondialisation qui ont élu Donald Trump. Un milliardaire, qui a hérité de l'empire familial... »

En France, les gilets jaunes, c'est une révolte des salariés du bas de l'échelle ?

Assurément. Sur les ronds-points, il n'y avait pas les plus misérables, les plus exclus mais les travailleurs du haut de la classe populaire et du bas de la classe moyenne. Des gens qui, n'ayant plus les moyens d'habiter dans les centres villes, vivent dans des territoires peu attrayants, sans offre commerciale, médicale, de loisirs. Des gens qui, chaque jour, font des trajets à rallonge pour se rendre au travail et gagner mal leur vie. Les gilets jaunes, c'est exactement la population qui a perdu espoir que ses enfants aient un avenir meilleur. La panne de l'ascenseur social peut avoir des effets explosifs.

Cette révolte peut-elle se traduire dans les urnes ?

On le constate déjà. La montée des partis populistes, on l'observe partout. En France, mais aussi aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne, en Espagne. Mais ces partis n'ont pas de réponse à apporter face à cette crise. Si les électeurs sont un peu rationnels, ils ramèneront au pouvoir les sociaux-démocrates, qu'on a enterrés trop vite. Car les outils qu'on peut mobiliser pour en finir avec l'austérité salariale et l'accroissement des inégalités, ce sont ceux de la social-démocratie : le partage des revenus, la redistribution des gains de productivité, une fiscalité et des ...

Guerres & paix • Guerre sociale

Un pays dans lequel 40 % de la population n'a connu aucune amélioration de son niveau de vie depuis 30 ans ne peut pas continuer à voter pour le programme économique du parti républicain.

... politiques redistributives, etc. Ce basculement va s'opérer partout, même aux États-Unis. Un pays dans lequel 40 % de la population n'a connu aucune amélioration de son niveau de vie depuis 30 ans ne peut pas continuer à voter pour le programme économique du parti républicain.

Le progrès technologique peut-il contribuer à apaiser les tensions sociales ?

Il va au contraire les attiser. La robotisation, l'intelligence artificielle et la transition énergétique risquent de détruire un nombre considérable d'emplois. Dans le secteur industriel, notamment. Dans une voiture électrique, 40 % de la valeur, c'est la batterie. Or, 90 % des batteries sont fabriquées en Asie. Qu'allons-nous faire, demain, des quelque 1 million de travailleurs qui, en Europe, fabriquent des moteurs ? La question se pose aussi dans les services. Les secteurs de la grande distribution ou des banques, par exemple, vont connaître des chambardements incroyables. Nous sommes à la veille d'une nouvelle vague de bipolarisation des emplois. •

Tribune

Stéphane Sirot, enseignant chercheur à Cergy Paris université.



Métamorphoses de la grève en France au XXI^e siècle

En Europe occidentale, la France est le pays où la régulation conflictuelle des rapports sociaux s'est le plus durablement enracinée, avec parfois de spectaculaires vagues de grèves (1936, 1968...). Au XXI^e siècle, quelle est la place de la grève dans les relations sociales ? A-t-elle changé de visage ?

Se fait-elle aujourd'hui plus violente qu'hier ?

Depuis le tournant des XX^e-XXI^e siècles, la pratique gréviste a connu quelques transformations.

Les catégories salariales qui en font le plus souvent usage ne sont plus les mêmes qu'auparavant.

La grève ouvrière s'est diluée avec la désindustrialisation.

À l'inverse, depuis les années 1980, la place tenue dans les statistiques par les salariés des entreprises publiques et les fonctionnaires s'est accrue, nourrissant la tendance à la tertiarisation de la conflictualité.

Dans le privé, les arrêts collectifs de travail sont cependant loin d'avoir disparu. S'ils ont faibli en intensité, cela tient pour une large part au fait que **les grèves traditionnelles, étendues sur plusieurs jours, financièrement coûteuses, sont en repli**. Elles ont en partie été remplacées par des mobilisations plus ponctuelles, volontiers sous la forme de débrayages. Ces actions de quelques heures, voire de quelques minutes, parfois répétées plusieurs fois dans la journée, peuvent suffire à désorganiser la production.

Preuve d'un degré d'attraction encore vivace, la grève peut aussi être usitée par des salariés de la nouvelle économie, ou même par des travailleurs ubérisés.

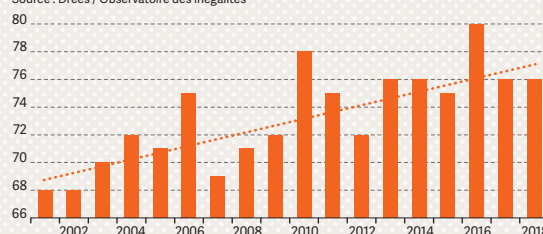
Bio express

Historien, **Stéphane Sirot** enseigne l'histoire et la sociologie du syndicalisme, des conflits du travail et des relations sociales à Cergy Paris université. Il est l'auteur d'ouvrages de référence sur le mouvement syndical dont *Électriciens et gaziers en France, une histoire sociale* (Arbre bleu, 2017), *Le syndicalisme, la politique et la grève : France et Europe, XIX^e-XXI^e siècles* (Arbre bleu, 2011) et *La grève en France : une histoire sociale, XIX^e-XX^e siècles* (Odile Jacob, 2002).

En chiffres

O Aucun ouvrier et seulement 6 employés ont été élus députés en 2017, alors que ces deux catégories représentent 48 % de la population active. Inversement, 55% des représentants du peuple étaient cadres ou membres des professions intellectuelles supérieures, et plus de un sur 10 étaient artisans ou chefs d'entreprise (3,7% lors de la précédente législature) •

Part des personnes qui estiment que la société est « plutôt injuste » (France)
Source : Drees / Observatoire des inégalités



Un sentiment croissant d'inégalité

Déjà élevée en 2000, la part des individus jugeant la société française « plutôt injuste » a nettement progressé depuis vingt ans. Avec un sentiment partagé au fil du temps que « les inégalités ont plutôt augmenté » au cours des cinq années précédant l'enquête pour plus de huit Français sur dix. Et la même conviction qu'elles vont augmenter dans les années à venir. •

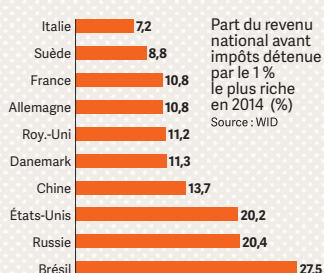
Depuis le début du XXI^e siècle, des mouvements ont ainsi touché des entreprises de l'internet et des start-up, ou encore des livreurs autoentrepreneurs de la société Deliveroo. Ces dernières années, des images de violences médiatiquement spectaculaires ont émaillé des mouvements revendicatifs. On se souvient des chemises de deux cadres d'Air France arrachées en octobre 2015, des heurts lors de manifestations contre la loi El-Khomri en 2016, ou encore des violences commises à Paris le 1^{er} mai 2018.

Ces dernières années, des images de violences médiatiquement spectaculaires ont émaillé des mouvements revendicatifs.

Ces épisodes masquent une tendance lourde à l'échelle de l'histoire : les violences dans les grèves, qu'elles soient d'ordre moral (intimidations, menaces, insultes...) ou physique se sont progressivement amenuisées, avec toutefois des moments marqués par un regain des tensions, comme au cours des « années 68 ». Les scènes d'affrontements entre grévistes et soldats, régulières et sources de blessés voire de morts, en particulier jusqu'à la Première Guerre mondiale, appartiennent au passé. **Les altercations entre grévistes et non-grévistes, situations d'échauffourées hier les plus fréquentes, n'ont pas disparu mais se font désormais beaucoup moins systématiques.** Les défilés se sont peu à peu pacifiés, notamment à la charnière des XX^e-XXI^e siècles, après le pic de violence de la manifestation parisienne des sidérurgistes lorrains du 23 mars 1979. Au cours des années 1980-2000, les cortèges accompagnant les actions revendicatives ont surtout marqué par leur physionomie festive. Certes, depuis quinze ans, les affrontements de rue connaissent un regain non négligeable. Toutefois, la plupart du temps, ils ne s'inscrivent pas *stricto sensu* dans le sillage de mouvements grévistes, se greffent aux manifestations et interrogent tout autant les pratiques de maintien de l'ordre que le rapport de la société elle-même à la violence. •

Les riches ramassent la mise

Dans les pays industrialisés, après avoir été relativement contenues sous les Trente Glorieuses, les inégalités de revenu se sont remises à croître à partir des années 1970. Au cours des 20 dernières années notamment, dans de nombreux pays, les très riches ont accaparé une part croissante du revenu national, cette part restant toutefois plus faible en Europe qu'ailleurs. •



Tribune

Odile Chagny, économiste à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires).



Les plateformes ont-elles déclaré la guerre au salariat ?

Les requalifications en contrat de travail des contrats de prestation de service des travailleurs de plateformes se multiplient en France : Take Eat Easy en novembre 2018, Deliveroo et Click and Walk en février 2020, Uber en janvier 2019 puis mars 2020... Ailleurs aussi, la tendance est à la requalification. Deliveroo a ainsi annoncé qu'il quitterait la Belgique dans le cas où il devrait salarier les livreurs. Est-ce à dire que les plateformes ont déclaré la guerre au salariat, et vont la perdre ? Pas si simple. Tout d'abord, les plateformes ne mobilisent pas que du travail non salarié. En Espagne ou en Allemagne, les chauffeurs Uber sont salariés. Les plateformes s'adaptent donc de manière très flexible au cadre de régulation locale.

Comment rentabiliser une course pour un menu d'une dizaine d'euros, sinon en rognant sur le coût du travail ?

Ensuite, il faut bien saisir que, pour certaines plateformes, positionnées sur des segments peu créateurs de valeur, le dumping social est un élément constitutif du modèle économique. Une large part des courses à vélo est

constituée de livraisons de repas de fast-food. Comment rentabiliser une course pour un menu d'une dizaine d'euros, sinon en rognant sur le coût du travail ?

Et si la variable d'ajustement n'était pas le social... mais le service ? Après tout, c'était bien là la promesse originelle des plateformes : améliorer la nature et la qualité des services aux clients et aux consommateurs. Certaines plateformes y survivront, d'autres pas. À se focaliser sur le droit du travail, on oublie que c'est aussi le droit sectoriel qui est contourné. Or, ce dernier est très puissant pour lutter contre la concurrence déloyale, sans avoir à passer par la case du salariat.

Via la gouvernance algorithmique du travail, tous les critères classiques du monde du travail deviennent inopérants, de la responsabilité à l'engagement, de la formation à la validation des savoir-faire. Chacun est ainsi soumis au diktat de la visibilité et de la notation. S'il y a une guerre à mener, ce doit donc être collectivement, sur le terrain du « droit social de l'algorithme ».

« Nous visons la neutralité carbone de nos financements à l'horizon 2050 »

Au sein de la Caisse des Dépôts, **Isabelle Laudier** et **Nathalie Lhayani** sont respectivement responsable de l'Institut pour la Recherche et directrice de la politique durable. Elles nous expliquent comment leur groupe agit pour inciter les entreprises et les territoires à lutter contre le dérèglement climatique.

Les investisseurs institutionnels ont-ils un rôle à jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique ?

Nathalie Lhayani : Absolument.

Les investisseurs peuvent agir de deux façons. D'abord en finançant les besoins de la transition écologique. Ensuite en jouant pleinement leur rôle de gestionnaires d'actifs responsables. Les investisseurs peuvent ainsi refuser de financer des entreprises dont l'activité contribue significativement au réchauffement climatique ou, en tant qu'actionnaires, inciter les sociétés à prendre des mesures pour réduire leur empreinte carbone. À la Caisse des Dépôts, nous utilisons ces deux leviers. Nous avons par exemple décidé de sortir totalement, à terme, du secteur du charbon. Dès à présent, nous n'investissons plus dans les entreprises dont l'activité est exposée au charbon à plus de 10 % du chiffre d'affaires. À celles en dessous de ce seuil, nous demandons de sortir du secteur du charbon dans la zone OCDE d'ici 2030, et dans le reste du monde avant 2050.

Hors du secteur du charbon, agissez-vous aussi envers les industriels du pétrole ou du gaz ?

N. L. : La Caisse des Dépôts ne finance pas directement de projets pétroliers. En 2020, nous allons fixer des critères très précis pour affiner notre stratégie d'investissement dans le secteur de l'énergie. Il s'agit, par exemple, de savoir comment se positionner par rapport aux entreprises qui développent des projets dans les domaines du gaz naturel liquéfié, des sables bitumineux, du gaz de schiste ou de l'exploration d'hydrocarbures dans l'Arctique. Comme beaucoup d'industriels du secteur verdissent leur activité, il peut être plus intéressant de rester à leur capital pour les inciter à accélérer leurs démarches que de laisser des investisseurs moins regardants en devenir actionnaires.

Avez-vous prévu de passer en revue l'ensemble de votre portefeuille, dans tous les secteurs d'activité ?

N. L. : Nous regardons l'empreinte carbone de tous nos placements :

actions, obligations, obligations souveraines, actifs immobiliers... La Caisse des Dépôts s'était fixé comme objectif de réduire de 20 % l'empreinte carbone de son portefeuille d'actions en 2020. Nous avons déjà très largement dépassé cet objectif puisque la baisse atteint 45 % ! Et nous nous sommes fixés un cap ambitieux : faire en sorte que tous nos portefeuilles d'actifs soient neutres en carbone d'ici 2050. En matière d'investissements durables, nous n'avons pas attendu la COP21 pour prendre des mesures. Nous intégrons ainsi des critères

En matière d'investissements durables, nous n'avons pas attendu la COP21 pour prendre des mesures.

environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance dans nos choix d'investissements depuis le début des années 2000. Par ailleurs, nous commençons à intégrer la déforestation ou la biodiversité dans notre dialogue actionnarial.

Savez-vous aujourd'hui mesurer le risque climat de vos investissements ?

Isabelle Laudier : C'est un travail difficile, toujours en cours. Notre objectif, c'est d'intégrer ces risques



Isabelle Laudier



Nathalie Lhayani

© Caisse des Dépôts/Jean-Marc Pettina

dans notre grille d'analyse financière dans tous les secteurs d'activité. Il y a des domaines pour lesquels on commence à avoir une assez bonne vision des risques. Le groupe a ainsi cartographié l'ensemble de ses investissements immobiliers. Car la construction va être très impactée par le réchauffement climatique: on va assister à une augmentation – en fréquence et en intensité – des tempêtes, des inondations, des épisodes de sécheresse ou de canicule.

La Caisse des Dépôts est-elle un acteur suffisamment puissant pour peser sur les décisions des multinationales ?

N. L. : Nous avons en portefeuille environ 190 milliards d'euros d'actifs. Cela n'est pas négligeable. Et, surtout, nous n'agissons pas seuls. La Caisse des Dépôts est membre fondateur, depuis septembre 2019, d'une alliance mondiale de très gros investisseurs financiers, qui poursuivent des stratégies communes. Ensemble,

nous détenons plus de 4 000 milliards de dollars d'actifs. Quand nous envoyons tous le même message aux marchés, cela commence à faire levier !

Quels sont les objectifs de cette alliance ?

I. L. : Le nom même de cette alliance en résume l'objectif. Elle s'appelle, en anglais, la Net-Zero Asset Owner Alliance. Ce qui signifie que ses membres s'engagent à atteindre la neutralité carbone de leur portefeuille d'investissements en 2050. En poursuivant cet objectif, les investisseurs cherchent à prendre toute leur part à l'objectif fixé par les Nations unies de limiter à 1,5 °C le réchauffement climatique par rapport à l'ère préindustrielle.

Financez-vous, directement, des projets écologiques dans l'Hexagone ?

N. L. : Oui, et c'est même l'un de nos objectifs prioritaires. La Caisse des Dépôts mobilise ainsi, sur la période 2018-2020, 20 milliards d'euros

pour financer des projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de mobilité durable, de biomasse, d'agroécologie... Le groupe a par exemple pris tout récemment une participation de 50 % dans 11 parcs éoliens et 35 centrales solaires photovoltaïques. Et il vient aussi d'investir dans un fonds de la filière du gaz renouvelable qui va permettre de créer de 50 à 100 unités de méthanisation en France et en Europe.

La Caisse des Dépôts prend-elle en compte la dimension climatique dans ses autres champs d'intervention ?

I. L. : La réponse est clairement oui. La Caisse des Dépôts est aussi, historiquement, la Banque des Territoires. À ce titre, elle soutient financièrement les collectivités locales et les porteurs de projets dans tous leurs projets d'aménagement et d'investissement. Or, il se trouve que certains des secteurs fortement émetteurs de gaz à effet de serre, en France, sont aussi ceux dans lesquels le groupe a des capacités d'intervention: ...

Guerres & paix • Guerre écologique

Tribune

... le bâtiment, la mobilité, les entreprises, l'énergie, l'aménagement... Nous regardons donc avec beaucoup d'attention, en incluant des critères extra-financiers, les projets que nous sommes amenés à soutenir. Nous veillons scrupuleusement à l'efficacité énergétique des bâtiments publics que nous finançons, qu'il s'agisse de lycées ou de logements sociaux.

En matière de dérèglement climatique, y a-t-il encore beaucoup à explorer ?

I. L. : Énormément. C'est la raison pour laquelle le service de financement de la recherche de la Caisse des Dépôts a fait de la transition énergétique l'un de ses axes prioritaires. Nous avons noué des partenariats avec des équipes de chercheurs pour éclairer la réflexion. Nous finançons des projets de recherche, des chaires académiques, des événements à caractère scientifique. Ces travaux s'inscrivent dans un périmètre très large. Il peut aussi bien s'agir de travaux orientés sur la finance durable que sur les conditions de réussite de projets territoriaux résilients. Avoir une vision prospective sur les mutations à venir liées au climat est très important, et la recherche peut nous y aider. •

Anne-Célia Disdier, professeure associée à l'École d'économie de Paris, directrice de recherche à l'Inra.



Comment bien nourrir les hommes sans détruire la planète ? Constat et défis à venir

Selon les Nations unies, la population mondiale devrait continuer de croître : 7,7 milliards de personnes aujourd'hui, 9,7 milliards en 2050 et près de 11,2 milliards en 2100. En outre, **sous-nutrition et obésité coexistent à l'échelle mondiale**. Plus de deux milliards de personnes sont actuellement considérées comme en surpoids ou obèses. Si ces personnes sont plus nombreuses dans les pays développés que dans les pays en développement, l'écart tend à se réduire. Parallèlement, la sous-nutrition persiste dans de nombreuses régions et souvent au sein des pays déjà touchés par l'obésité. En 2017, l'OMS estimait que près de 821 millions de personnes souffraient de la faim. Environ 151 millions d'enfants de moins de 5 ans (soit 22 %) souffraient de retards de croissance liés à une dénutrition.

Du côté de l'offre alimentaire, la situation ne s'avère guère meilleure. **Les producteurs agricoles, en particulier dans les pays en développement, sont fortement touchés par les dérèglements climatiques et économiques**. Les aléas météorologiques sont de plus en plus nombreux et violents, détruisant les récoltes. Résultat, nombre de producteurs ne parviennent à s'extraire de situations de pauvreté. Les prix des matières

Bio express

Professeure associée à l'École d'économie de Paris, **Anne-Célia Disdier** est directrice de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). Ses thématiques de recherche portent sur l'agriculture et le développement, ainsi que le commerce international et les politiques commerciales. Laurier «jeune chercheur» de l'Inra en 2011, elle est aussi chercheuse associée au Centre pour la recherche économique et ses applications (Cepremap) et co-présidente du réseau Rief (Research in international economics and finance).

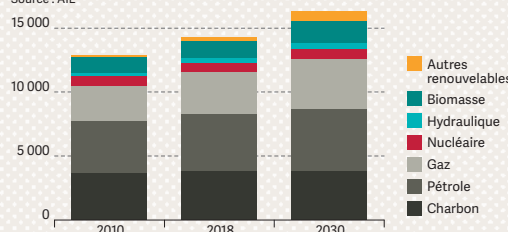
En chiffres

1 000 000

La biodiversité s'effondre. Le quart des espèces animales et végétales connues sont menacées, selon la dernière évaluation des Nations unies. Par extension, **près d'un million d'espèces risquent de s'éteindre**, dont beaucoup dans les prochaines décennies. Le rythme des disparitions s'accroît et il est des dizaines de fois plus rapide que sur les dix derniers millions d'années. •

Demande mondiale d'énergie primaire (millions de tep)

Source : AIE



Toujours plus d'énergie fossile

La planète est plus que jamais droguée aux énergies dures. Depuis 2010, la demande cumulée de charbon, de pétrole et de gaz a progressé de 1069 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep), les sources non fossiles (dont le nucléaire) en ont gagné 393 millions. La consommation mondiale d'énergie reste extrêmement dépendante des fossiles et cela ne va hélas pas changer de sitôt. •

premières agricoles sont également de plus en plus volatils, entraînant d'importantes fluctuations de revenus. Enfin, sur le plan environnemental, la déforestation s'accélère, notamment en zone tropicale, transformant des espaces gigantesques en terres agricoles. Selon le WWF, plus de 240 millions d'hectares ont été détruits entre 1990 et 2015. 170 millions d'hectares risquent encore de disparaître d'ici à 2030. Cette déforestation constitue une

Selon le WWF, plus de 240 millions d'hectares ont été détruits entre 1990 et 2015. 170 millions d'hectares risquent encore de disparaître d'ici à 2030.

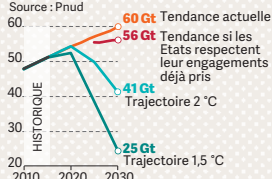
cause majeure de la perte de la biodiversité et du réchauffement climatique. Dans ce contexte, comment nourrir les hommes sans détruire la planète? Les politiques publiques devront nécessairement inclure et combiner différentes dimensions. **Sur le plan nutritionnel, il conviendra de mieux informer, via des labels par exemple, les consommateurs sur la composition des biens ou taxer ceux de piètre qualité.** En matière environnementale, il s'agira de mieux prendre en compte les conditions de production. Des politiques actives de lutte contre les pertes et le gaspillage devront également être adoptées. De même, **les innovations technologiques permettant d'accroître la productivité seront cruciales pour permettre de produire davantage sans élargir la superficie des terres agricoles.** En outre, des politiques de stabilisation des prix des matières premières agricoles devront être envisagées, ainsi que des systèmes de compensation pour les producteurs les plus fragiles. Enfin, certaines politiques commerciales devront être amendées. •

Pas partis pour gagner la guerre du climat

Avec l'accord de Paris de 2015, les États se sont engagés à contenir le réchauffement de la planète en dessous de 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Et donc de faire tendre leurs émissions vers zéro avant la fin du siècle. Sur les dix prochaines années, leurs promesses actuelles de baisse représentent quatre gigatonnes de CO₂ par rapport à la tendance. Il en faudrait au minimum 19. •

Emissions mondiales actuelles de gaz à effet de serre et trajectoires médianes pour rester sous les 2° (en gigatonnes de CO₂)

Source : Pnud



Tribune

Fanny Henriët, professeure associée à l'École d'économie de Paris.



Les économistes ont-ils des réponses face au dérèglement climatique ?

Les économistes se prononcent régulièrement en faveur de la mise en place d'une taxe carbone pour lutter contre le changement climatique, comme l'illustre en 2019 l'appel signé par plus de 4000 économistes américains, dont 27 prix Nobel, ou encore celui préparé par l'Association européenne des économistes de l'environnement. Pourquoi un tel consensus? Une taxe carbone permet d'atteindre tout objectif de réduction d'émissions au moindre coût, puisque

Une taxe carbone permet d'atteindre tout objectif de réduction d'émissions au moindre coût, puisque ce sont les émissions les moins coûteuses à supprimer qui le sont.

ce sont les émissions les moins coûteuses à supprimer qui le sont. Reste qu'une telle taxe a des effets redistributifs massifs. Mais, grâce à la redistribution des recettes de la taxe, il est possible d'atténuer largement ces effets redistributifs. Malgré ces résultats, les tentatives de mise en place de taxe carbone se heurtent le plus souvent à l'impopularité de la mesure. Les chercheurs Sapienza et Zingales ont soumis diverses

propositions d'actions politiques à des économistes et à des citoyens américains: **si 92 % des économistes préfèrent une taxe carbone à des normes imposées sur les voitures, seuls 22 % des citoyens sont d'accord.** L'absence de confiance dans le gouvernement, et donc dans la redistribution des recettes de la taxe, explique en partie ce résultat. Alors, en attendant la taxe carbone, quels instruments utiliser ? Les normes, bonus-malus, investissements verts ou autres interventions peuvent aussi réduire les émissions. Mais il faut évaluer leurs coûts, leur efficacité environnementale, et leurs impacts redistributifs. Prenons l'exemple des émissions liées à la consommation de carburant. Le bonus-malus automobile français de 2008 a en fait contribué à amplifier la pollution, en augmentant les ventes totales de voitures neuves. D'autres dispositifs réduisent bien les émissions. C'est le cas des normes américaines d'économie de carburants. Mais ces normes coûtent sept fois plus qu'une taxe sur le carburant qui conduirait aux mêmes réductions d'émissions et sont plus régressives. Face au réchauffement climatique, l'évaluation des instruments disponibles est indispensable. •

« Aucun pays n'est totalement à l'abri d'un conflit armé »

Directrice adjointe de l'Institut de relations internationales et stratégiques, **Sylvie Matelly** est une spécialiste de l'économie de la défense. Elle nous explique pourquoi les États investissent dans leurs armées, et ce qu'ils peuvent en attendre en retour sur le plan économique.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BÉCHAUX

Un État peut-il renoncer à toute dépense militaire ?

Dans un monde idéal, on pourrait imaginer que tous les pays choisissent de ne rien dépenser pour se défendre de leurs voisins ou pour les attaquer. Ce serait alors la paix généralisée et les armées ne serviraient plus à rien. Mais ce monde-là n'existe pas, les relations humaines restent marquées par la violence. Il est donc normal que les États cherchent à se protéger des éventuelles agressions qu'ils pourraient subir. D'ailleurs, plus un pays est riche, plus il a intérêt à le faire car sa prospérité attise les convoitises. Dans l'histoire de l'humanité, je ne connais pas un seul pays qui ait pu

survivre durablement sans se doter de capacités pour se protéger contre les agressions extérieures.

Y a-t-il alors un bon niveau de dépenses militaires ?

Dans l'absolu, non. Ce niveau dépend des menaces auxquelles vous devez faire face. Selon que vous craignez que vos voisins vous envahissent, ou que des terroristes mènent des attaques sur votre sol, vous n'avez pas besoin d'investir dans les mêmes équipements. Le risque, c'est celui de la course aux armements. Lorsqu'un pays augmente ses dépenses militaires, il amplifie la menace pour les autres pays. C'est le cas de la Chine, qui a de bonnes raisons d'augmenter massivement ses dépenses militaires au vu de son essor économique depuis 20 ans. Mais en agissant de la sorte, elle pousse tous les pays du sud-est asiatique à revoir eux aussi leurs budgets à la hausse. Et même au-delà, on voit bien les tensions que cette situation entraîne, aux États-Unis par exemple.

La France est-elle encore une grande puissance militaire ?

Elle aimerait se voir comme telle, mais

elle n'en a plus les moyens. La France n'est pas capable, seule, de mener une guerre de haute intensité. Elle figure aujourd'hui parmi les puissances moyennes, mais elle compte grâce à ses capacités de dissuasion nucléaires. De façon rationnelle, les pays membres de l'Union européenne auraient tout intérêt à mutualiser leurs dépenses militaires pour construire une défense européenne. Mais encore faudrait-il qu'ils partagent la même vision de la menace et donc des capacités militaires nécessaires pour y répondre. En Pologne, par exemple, on fait beaucoup plus confiance aux États-Unis, et donc à l'Otan, qu'à l'Europe pour protéger le pays contre une éventuelle invasion de la Russie. De même, en Allemagne, on considère toujours que l'Otan forme un bouclier solide et durable pour défendre l'Europe de l'Ouest, malgré les prises de position de Donald Trump. Et on s'interroge aussi sur le bien fondé des investissements militaires, avec la montée inquiétante de l'extrême droite...

Mais en Europe occidentale, il n'y a pas de risque d'une agression étrangère !

À court terme, non. Mais il faut des décennies pour constituer un système de défense robuste, efficace, dissuasif. Qui peut dire quelles seront les menaces qui pèseront sur l'Europe en 2050 ? Et sur la France ? À long terme, aucun pays n'est totalement à l'abri d'un conflit armé. Il est donc rationnel

Bio express

Directrice adjointe de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) depuis 2016, **Sylvie Matelly** a rejoint l'organisme en 2001 en tant que chercheuse spécialiste de l'économie de la défense puis directrice de recherche (2008). Membre du comité de rédaction de *La Revue internationale et stratégique*, elle a été professeure associée à l'École de management Léonard de Vinci à la Défense (de 2009 à 2016). Elle a publié *L'Europe peut-elle faire face à la mondialisation ?* (La Découverte, en collaboration avec Bastien Nivet) en 2015 et *Argent sale : à qui profite le crime ?* (Éditions Eyrolles, en collaboration avec Carole Gomez) en 2018. •



© DR

de maintenir des investissements militaires sur la durée, afin d'être en capacité de parer à toute menace future.

Les dépenses militaires sont-elles bonnes pour l'économie d'un pays ?

Il est difficile de répondre à cette question. On peut en tout cas dire qu'elles ne sont pas indispensables. Prenez l'exemple de l'Allemagne et du Japon. Voilà deux pays qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, sont devenus de très grandes puissances économiques en dépensant peu pour

« Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon sont devenus de très grandes puissances économiques en dépensant peu pour leur défense. »

leur défense. C'est bien la preuve qu'une économie peut se reconstruire puis se développer avec succès sans investissements militaires ! Un bémol, toutefois : ces deux États ont pu prospérer parce qu'ils étaient protégés par les États-Unis. Ils ont d'une certaine façon délégué leur sécurité aux Américains.

Les investissements militaires irriguent-ils les autres secteurs économiques ?

Pour porter des innovations de rupture, qui nécessitent énormément d'argent en recherche amont ou fondamentale, le secteur militaire s'avère performant. En effet, les investissements sont tellement lourds que le secteur privé ne peut pas s'y risquer. Aucune entreprise n'aurait investi pour envoyer des hommes sur la lune ou pour concevoir

« Hors des innovations de rupture, le secteur civil s'avère beaucoup plus performant pour développer et améliorer des technologies. »

un système de géolocalisation par satellite. Et pourtant, une fois la technologie maîtrisée, les opportunités industrielles existent et portent les économies. Il en va de même pour le réseau internet, conçu par les militaires américains dans les années 1960. Mais hors de ces innovations de rupture, le secteur civil s'avère beaucoup plus performant pour développer et améliorer des technologies. Car, il est soumis à beaucoup moins de contraintes et de réglementations et peut bien davantage miser sur la coopération, l'échange, la compétition ouverte. Internet en est à nouveau un bon exemple. Tant que la technologie a été militaire, le réseau est resté embryonnaire, sous-utilisé. Mais dès que le civil s'en est emparé, il a connu un développement absolument incroyable et a changé nos modes de vie.

L'économie française a-t-elle su tirer partie de ses dépenses d'armement ?

Technologiquement parlant, la France est sans doute mieux placée que l'Allemagne. Elle peut compter sur des leaders technologiques de très haut niveau comme Safran, Thales, Airbus ou Naval Group. Ces entreprises travaillent à la fois pour les secteurs militaire et civil, ce qui leur permet ...

Guerres & paix • Économie de la guerre

... de mieux rentabiliser leurs efforts de recherche et développement. Autre atout, ces activités sont assez contracycliques : quand les marchés civils sont porteurs, la branche civile se développe ; en période de crise, les tensions géopolitiques augmentent et la branche militaire tend à prendre le relais.

Être une puissance militaire, est-ce un avantage pour faire du business dans le domaine civil ?

Ça ne joue pas tellement. Regardez la Chine, elle a connu un essor économique formidable depuis 20 ans sans être une grande puissance militaire, même si elle rattrape aujourd'hui son retard sur ce plan. À l'inverse, la Russie reste un acteur majeur dans le domaine de l'armement, mais on ne peut pas dire que cela ait beaucoup profité à ses entreprises du secteur civil. Dans certains cas, cependant, il y a une sorte d'interconnexion entre les deux domaines. Notamment dans les pays qui se sont mis sous la protection militaire d'un autre. La Corée du Sud en est un bon exemple : en échange de la sécurité que lui procurent les États-Unis, elle en est un très bon client. La France, aussi, a profité de ses positions militaires en Afrique pour placer des contrats et des entreprises dans le secteur civil. Mais cette période est largement révolue. •

Tribune

Rodolphe Desbordes, professeur d'économie à Skema Business School.

Frédéric Munier, professeur de géopolitique en CPGE et à Skema Business School.



Les tensions géopolitiques sont-elles de nature à bouleverser l'économie mondiale ?

Dans un récent article, les économistes Caldara et Iacoviello ont proposé de définir le risque géopolitique comme « le risque associé avec les guerres, les actes terroristes, et les tensions entre États qui ne rentrent pas dans le cadre des relations diplomatiques habituelles ». Les données qu'ils ont compilées mettent clairement en avant les grands moments de risque géopolitique qu'ont été les guerres contre l'Irak, les conséquences du 11 septembre 2001, les actes terroristes frappant l'Europe, la lutte contre Daech ou encore les crises liées à la Corée du Nord. Il y apparaît que **le risque géopolitique exerce, le plus souvent, très peu d'influence sur la croissance économique mondiale**. Cette constatation peut surprendre mais elle s'explique assez facilement. D'une manière schématique, le risque géopolitique affecte l'économie mondiale s'il implique une source majeure d'offre ou de demande. Dans le cas inverse, aussi terrible que soit l'événement, ses conséquences à moyen et long termes sur la croissance mondiale sont faibles. Pour le dire autrement et crûment, les millions de morts des guerres qui ont secoué l'Afrique des Grands Lacs n'ont pas menacé l'économie mondiale. En revanche, les chocs pétroliers des années 1970 ont gravement nui à l'ensemble des pays. Cela explique pourquoi tout risque géopolitique pouvant engendrer une hausse du prix du baril est accueilli avec inquiétude.

En chiffres

1822 milliards

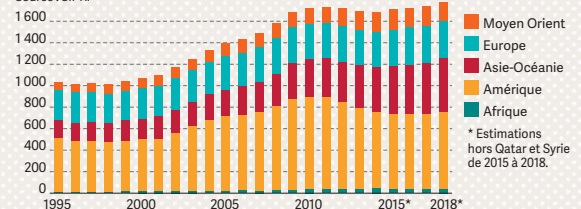
C'est en dollars, le montant des dépenses militaires mondiales en 2018. Elles ont augmenté de 76 % depuis 1998, époque à laquelle elles avaient atteint un point bas. Le budget militaire le plus élevé reste de très loin celui des États-Unis (649 milliards de dollars), suivis par la Chine (250 milliards), l'Arabie Saoudite (67,6 milliards), l'Inde (66,5 milliards) et la France (63,8 milliards). •

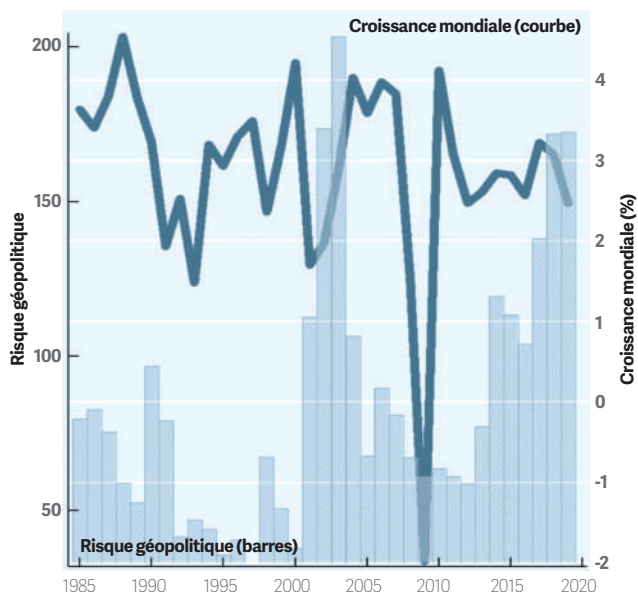
Belle Asie

C'est l'Asie-Océanie qui a connu la plus forte croissance de ses dépenses militaires depuis une dizaine d'années (+ 46 %). Elle représente 28 % du total mondial, devancée par l'Amérique en raison du poids des États-Unis. Cinq des 15 pays du monde qui consacrent le plus d'argent à leur défense sont situés dans la région (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Australie). •

Dépenses militaires par région, en milliards de dollars valeur 2017

Source : SIPRI





Néanmoins, la part du pétrole dans les économies modernes a fortement chuté depuis et l'offre mondiale est plus diversifiée, ce qui amoindrit les conséquences économiques d'un possible choc lié, par exemple, à des tensions dans le Golfe ou à la crise au Venezuela. Mais peut-être la définition donnée du risque géopolitique est-elle trop étroite et statique. En effet, la frontière entre événements nationaux et internationaux est poreuse, notamment lorsqu'il s'agit de grandes puissances économiques. Ainsi, **la crise sanitaire du Covid-19 née en Chine met en péril la croissance économique mondiale car ce pays est atelier et marché du monde.**

De même, la guerre commerciale déclenchée par le président américain pour satisfaire une partie de son électorat pourrait, selon le FMI, réduire la croissance mondiale potentielle de 0,8 point de pourcentage dans le court terme. L'économie mondiale s'adaptera très certainement par la suite à ces chocs, potentiellement en privilégiant la régionalisation à la mondialisation, la diversification à la concentration, la résilience à l'efficacité, la stabilité à la croissance. On le voit, l'évidence de répercussions majeures de la géopolitique sur l'économie mondiale n'est pas si... évidente. •

Classement mondial des plus grandes entreprises par ventes dans le secteur de l'armement en 2017, en milliards de dollars

Source : SIPRI
*Estimations.

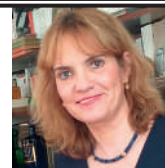
Lockheed Martin (US)	1	43,9
Boeing (US)	2	26,9
Northrop Grumman (US)	3	22,4
Raytheon (US)	4	22,0
BAE Systems (R-U)	5	21,0
Aviation Industry * (Chine)	6	20,1
General Dynamics (US)	7	19,5
China North Industries Group * (Chine)	8	17,2
China Electronics Technology * (Chine)	9	12,2
Airbus (Europe)	10	10,0

Des armes américaines

Les firmes américaines dominent le monde de l'armement grâce à la taille de leur marché intérieur, c'est-à-dire au gigantesque budget de défense des États-Unis. La montée en puissance récente des entreprises chinoises reflète la volonté de Pékin d'affirmer son autonomie militaire, y compris dans le domaine des technologies les plus avancées. •

Tribune

Fanny Coulomb, maîtresse de conférences en économie à Sciences Po Grenoble.



La guerre est-elle une bonne affaire économique ?

Penser que la guerre, qui génère destructions humaines et matérielles et perturbe le fonctionnement des marchés, puisse être une bonne affaire économique peut sembler un non-sens. Le pacifisme est d'ailleurs un courant fortement ancré parmi les économistes libéraux, défenseurs d'un État minimal. Le coût des opérations extérieures menées par les États-Unis ou la France depuis le début du siècle a fait l'objet d'études montrant une sous-estimation systématique, sans effet de relance, la plupart des dépenses étant effectuées hors du territoire national. Cependant, **l'idée que la guerre puisse favoriser la croissance, notamment via les commandes à l'industrie d'armement et les retombées technologiques induites, est une conviction partagée par certains analystes.**

La domination américaine dans le secteur des technologies de l'information et des communications serait ainsi en partie issue de la relance de la course aux armements avec l'URSS

De nombreux secteurs industriels ont bénéficié du financement militaire lors des deux guerres mondiales.

dans les années 1980. Auparavant, de nombreux secteurs industriels avaient bénéficié du financement militaire lors des deux guerres mondiales, comme l'aéronautique ou le nucléaire. La privatisation post-guerre froide d'une partie des fonctions autrefois dévolues à l'armée par les États-Unis, avec la

montée en puissance du mercenariat, a développé un marché très lucratif pour les sociétés militaires privées.

Les guerres civiles qui se sont multipliées après la fin de la guerre froide ont, quant à elles, favorisé de nombreux trafics illicites qui ont enrichi des seigneurs de guerre et maintenu l'insécurité dans de nombreux territoires. **Si la guerre peut ainsi être une bonne affaire économique pour certains intérêts privés, il est très difficile en revanche d'affirmer qu'elle puisse l'être du point de vue de l'intérêt général.**

À moins de considérer qu'elle permet d'augmenter la puissance nationale, avec des retombées économiques à long terme résultant par exemple d'un contrôle de ressources naturelles ou de l'imposition de normes et de réglementations favorables au pays à l'issue du conflit. •

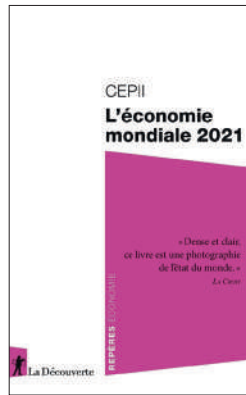
Guerres & paix • **Pour aller plus loin**



À la tête des deux plus grandes puissances mondiales s'affrontent des dirigeants dont les dérives ne cessent

de surprendre. Duopole instable, ce couple infernal est entré dans une escalade de déclarations et d'actions susceptible de nous conduire dans un conflit de haute intensité qui déstabilise déjà les relations internationales. • Christian Saint-Étienne, *Trump et Xi, Les apprentis sorciers*, Éditions de L'Observatoire, 2018, 256 p.

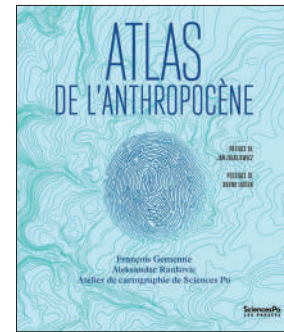
ISBN : 9791032905074



L'économie mondiale ralentit à l'ombre de tensions commerciales et géopolitiques aiguës alors

que la coordination internationale est en lambeaux. C'est la trame de fond de cette publication de référence coordonnée par le CEPII, avec des analyses inédites sur les grands enjeux du moment. Le petit livre indispensable pour prolonger le Printemps ! • CEPII – Isabelle Bensidoun et Jézabel Couppey-Soubeyran (dir.), *L'économie mondiale 2021*, La Découverte, 2019, 128 p.

ISBN : 9782348045707



Changement climatique, érosion de la biodiversité, pollution atmosphérique, catastrophes naturelles, accidents industriels, crises sanitaires, mobilisations sociales... Voici le premier atlas réunissant l'ensemble des données sur la crise écologique de notre temps, collectées par des experts et mises en forme par l'atelier de cartographie de Sciences Po. •

Collectif, *Atlas de l'Anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2019, 164 p.

ISBN : 9782724624151



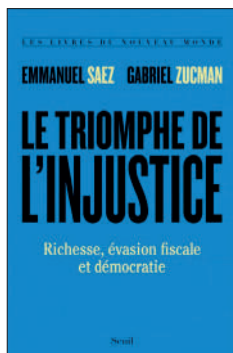
L'économie à la portée de tous

Les ressources pédagogiques de la Banque de France
sur les grands sujets monétaires et financiers

abc-economie.banque-france.fr



Et des ateliers pédagogiques sur tout le territoire auprès de classes de lycée, préparatoires, BTS...

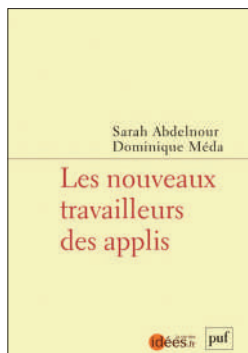


Pour la première fois depuis plus d'un siècle, les milliardaires américains paient moins d'impôts, en proportion de

leurs revenus, que chacun des autres groupes sociaux. Ce livre présente une analyse au scalpel de cette grande transformation et propose des solutions pour refonder l'impôt afin de réconcilier mondialisation et justice sociale. •

Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Seuil, 2020.

ISBN : 9782021412123

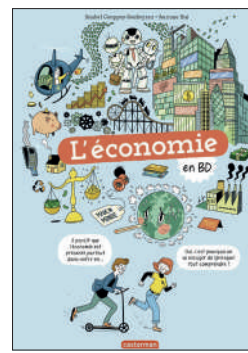


Les applications et les plateformes prétendent bouleverser nos façons de consommer.

Mais qu'en est-il de nos manières de travailler ? À partir d'enquêtes auprès des travailleurs concernés, cet ouvrage met au jour la tâcheronnisation et l'extension du domaine du travail, tout en analysant les résistances et les régulations de ces nouvelles activités. •

Sarah Abdelnour et Dominique Méda, *Les nouveaux travailleurs des applis*, PUF, 2019, 120 p.

ISBN : 9782130815235



Zoé vit avec sa maman qui est au chômage. Cette collégienne de 12 ans maligne et

volontaire voudrait l'aider à retrouver du travail. Mais comment s'y prendre ? Cette quête va mener Zoé à explorer tous les thèmes au cœur du monde économique d'aujourd'hui. Une bande dessinée pour comprendre comment et pourquoi l'économie est omniprésente dans nos vies. •

Jézabel Couppey-Soubeyran et Auriane Bui, *L'économie en BD*, Casterman, 2020, 48 p.

ISBN : 9782203168497

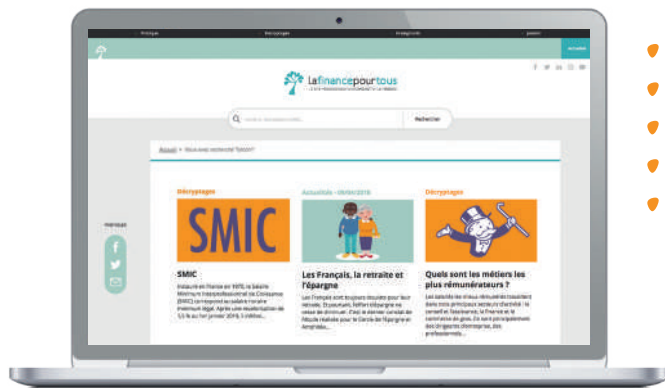


lafinancepourtous
INSTITUT POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DU PUBLIC

www.lafinancepourtous.com

Le site pédagogique sur l'argent et la finance

Pratique, Décryptages, Enseignants, Juniors...
Quatre univers bien identifiés



- articles,
- dossiers,
- infographies,
- vidéos
- modules d'économie...

Un site "responsive"
Lecture et navigation optimales,
(téléphones mobiles, tablettes...)



Retrouvez nous :



Guerres & paix • **Pour aller plus loin**



Partageons l'éco : des étudiants décryptent l'économie

Créé par des étudiants, pour certains investis au sein du Conseil étudiant du Printemps de l'économie, ce site propose des articles, des graphiques et des vidéos pour éclairer des questions d'actualités ou des théories. Une démarche de partage des connaissances qui fait écho au slogan du Printemps depuis 2013 : emparez-vous de l'économie ! •

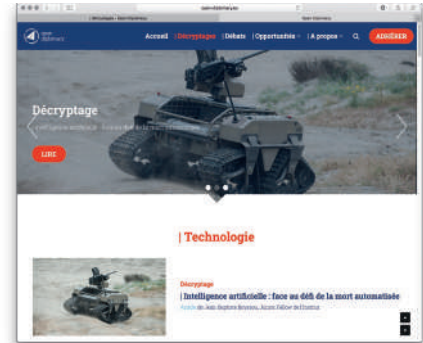
partageonsleco.com

C'est dans la boîte !

Le Podcast de la stratégie d'entreprise

Ce podcast The Conversation France conçu par Julien Pillot (enseignant-chercheur à Insee U.) et Thibault Lieurade (chef de rubrique Économie + Entreprise) dévoile les aspects stratégiques les moins visibles, mais aussi les plus essentiels, des stratégies des multinationales... entre concurrence et coopération, guerre et paix. •

theconversation.com/fr/podcasts/strategie-entreprise-etude-cas-numerique-podcast



Les pages Décryptage d'Open Diplomacy

Partenaire du Printemps de l'économie, Open Diplomacy est une association indépendante qui vise à permettre à chacun de comprendre les grands enjeux internationaux en fédérant les initiatives de jeunes étudiants et actifs. Les pages Décryptage du site sont nourries par leurs contributions et offrent des analyses accessibles et rigoureuses. •

www.open-diplomacy.eu/decryptages

50

Le Printemps de l'économie 2020 - Le magazine

**BANQUE EN LIGNE
OU AGENCE,
VOUS NE VOULEZ
PAS CHOISIR?**



HUMAINE ET DIGITALE, LA BRED VOUS IRAIT BIEN.

BRED +X
BANQUE POPULAIRE

Institution autonome, placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat. Elle réalise des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité.

Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement. Les résultats de ses travaux s'adressent aux pouvoirs publics et aux citoyens.

Développement soutenable, économie et politiques publiques, société, travail, numérique... Ces sujets vous intéressent ? Abonnez-vous et recevez toute l'actualité de France Stratégie !

LE SUPPLÉMENT

Restez informé de l'actualité de France Stratégie, une fois par mois



LE FLASH

Recevez une alerte dès la sortie d'une publication



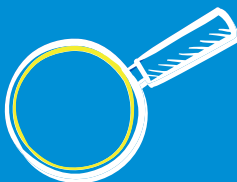
LES DÉBATS

Participez aux webconférences et aux grands événements organisés par France Stratégie



CLÉS DE LECTURE

Découvrez nos dernières analyses en infographies



[RE]VOIR

Profitez de la sélection des vidéos du mois



IN BRIEF

Subscribe to the latest from France Stratégie in English

Retrouvez tous nos débats, publications et vidéos sur nos réseaux sociaux et notre site internet, strategie.gouv.fr



www.strategie.gouv.fr



[@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



[france-strategie](https://www.linkedin.com/company/france-strategie)



[FranceStrategie](https://www.facebook.com/FranceStrategie)



[@FranceStrategie_](https://www.instagram.com/FranceStrategie)



[StrategieGouv](https://www.youtube.com/StrategieGouv)

Ensemble, faisons grandir la France



Au cœur du développement de la France, la Caisse des Dépôts agit pour des territoires plus attractifs et une société plus solidaire.

En apportant des réponses concrètes et responsables aux besoins quotidiens de ses concitoyens, elle agit pour la transformation durable de notre pays.